

REPUBLIQUE DU BURUNDI



MINISTRE DE LA PLANIFICATION DU
DEVELOPPEMENT ET DE LA RECONSTRUCTION
NATIONALE



Programme d'Appui à la Gouvernance

MONOGRAPHIE DE LA COMMUNE NDAVA



PROVINCE MWARO

Mwaro, septembre 2006

TABLE DES MATIERES

Pages

TABLE DE MATIERE

ABREVIATIONS

PREFACE

INTRODUCTION

1

CHAPITRE I : DESCRIPTION PHYSIQUE

2

1.1. Situation géographique 2

1.2. Organisation Administrative 2

1.3. Climat 4

1.4. Relief et hydrographie 4

1.5. Flore et faune 4

1.6. Géologie 4

1.7. Les sols 4

CHAPITRE II : DEMOGRAPHIE.....

5

2.1. Répartition de la population et densité 5

CHAPITRE III : AGRICULTURE

8

3.1. Système cultural 8

3.2. Situation actuelle des cultures 9

3.3. Facteurs de production 13

3.4. Intervenants 16

3.5. Contraintes, potentialités et perspectives 16

CHAPITRE IV : ELEVAGE

18

4.1. Cheptel de la commune 18

4.2. Intervenants 21

4.3. Contraintes et potentialités 22

CHAPITRE V : PECHE ET PISCICULTURE	23
5.1. Pisciculture	23
5.2. Intervenants	23
5.3. Contraintes.....	23
CHAPITRE VI : FORETS	24
6.1. Les boisements artificiels	24
6.2. Déboisement	24
6.3. Productions des plans forestiers et agro-forestiers	25
6.4. Productions forestières	25
6.5. Intervenants	25
6.6. Contraintes et perspectives	26
CHAPITRE VII : INDUSTRIE ET ARTISANAT	27
7.1. Industrie.....	27
7.2. Artisanat	27
7.3. Intervenants	28
7.4. Contraintes	29
CHAPITRE VIII : ENERGIE.....	30
8.1. Energie électrique	30
8.2. Les combustibles ligneux	30
8.3. Intervenants	31
8.4. Contraintes, potentialités et perspectives	31
CHAPITRE IX : COMMERCE ET SERVICES	32
9.1. Commerce	32
9.2. Transport et communication	33
9.3. Les services	36
9.4. Intervenants	36
9.5. Contraintes	36
CHAPITRE X : ACTION SOCIALE	37
10.1. Action sociale	37
10.2. Réinsertion et réinstallation des sinistrés	39
10.3. Habitat	40
10.4. Intervenants.....	42
10.3. Contraintes	43

CHAPITRE XI : SANTE ET APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE	44
11.1. Données épidémiologiques	44
11.2. Médecine préventive (données sur la vaccination)	44
11.3. La prévention contre le VIH	45
11.4. La médecine traditionnelle	45
11.5. Situation des infrastructures sanitaires	46
11.6. Ressources humaines	48
11.7. Approvisionnement en eau	49
11.8. Les intervenants	51
11.9. Contraintes et potentialités	51
CHAPITRE XII : EDUCATION	53
12.1. Enseignement formel	53
12.2. Enseignement informel	56
12.3. Intervenants	57
12.4. Contraintes	57
CHAPITRE XIII : JEUNESSE ET SPORT	58
13.1. Encadrement des jeunes	58
13.2. Sport	58
13.3. Culture	58
13.4. Intervenants	59
13.5. Contraintes	59
CHAPITRE XIV : JUSTICE	60
14.1. Services judiciaires	60
14.2. Justice gracieuse	60
14.3. Contraintes	60
CHAPITRE XV : PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT	61
CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	67
BIBLIOGRAPHIE	69
ANNEXES	70

ABREVIATION

ABEC	: Association Burundaise des exportateurs de café
ACCOPE	: Association des Centres Communautaires de Pêche du Burundi
ASNS	: Appui au Service Non Structuré
BTC	: Burundi Tobacco Company
BAD	: Banque Africaine de Développement
BNDE	: Banque Nationale de Développement Economique
COGERCO	: Compagnie de Gérance de Coton
COTEBU	: Complexe Textile du Burundi
CPA	: Centre de Production Artisanale
CFA	: Centre de Formation Artisanale
CNAR	: Centre National d'Appareillage et de Rééducation
CNRSP	: Centre National pour la Réadaptation Socio-Professionnelle
CERES	: Centre d'Encadrement et de Réinsertion des Enfants Soleil
COFIDE	: Compagnie de Financement et de Développement
CECM	: Coopérative d'Epargne et de Crédit Mutuel
COPEL	: Conseil pour l'Education et le Développement
CAFOB	: Collectif des Associations Féminines et ONG du Burundi
COOPECS	: Coopérative d'Epargne et de Crédit
DAP	: Diamonium Phosphate
DAPA	: Développement de l'Aquaculture et de la Pêche Artisanale
DPAE	: Direction Provinciale d'Agriculture et d'Elevage
DLM	: Divisionnal Leaf Manager
ENPS	: Ecole Normale Supérieur Paramédical
FNUAP	: Fonds des Nations Unies pour la Population
FPHU	: Fonds pour la Promotion de l'Habitat Urbain
GLT	: Green Leaf Threshing
ISABU	: Institut des Sciences Agronomiques du Burundi
IEC	: Information Education Communication
MPDR	: Ministère de lal Planification du Développement et de la Reconstruction
	: Œuvre Humanitaire pour la Protection de l'Enfance Déshéritée

ONG	: Organisation Non Gouvernementale
OCIBU	: Office de Café du Burundi
OTB	: Office du Thé du Burundi
OPJ	: Officier de la Police Judiciaire
PPL	: Projet d'Appui à la Planification Locale et au Renforcement des capacités des Communautés
PIB	: Produit Intérieur Brut
PNUD	: Programme des Nations Unies pour le Développement
PAK	: Promotion Artisanale Kayanza
RDC	: République Démocratique du Congo
SIDA	: Syndrome d'Immuno Déficiente Acquis
SODECO	: Société de Déparchage et de Conditionnement du Café
TPO	: Transcultural Psychosocial Organisations
TS	: Thé Sec
USAID	: United States of America for International Development
UNICEF	: United Nations International for Children Education Funds
UCODE	: Union Coopérative pour le Développement
VIH	: Virus d'Immuno Humaine

PREFACE

La Monographie de la commune est l'initiative du Ministère de la Planification du Développement et de la Reconstruction Nationale (MPDRN) avec l'appui du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Elle est élaborée pour mettre à la disposition de ses partenaires des informations spécifiques à la commune pour guider leurs interventions en matière de développement socio-économique de ladite commune .

En effet, cette monographie décrit, sur base des données tirées de la banque des données provinciale informatisée, la situation de référence de la commune : description physique, organisation administrative, situation actuelle des différents secteurs...

La démarche méthodologique appliquée pour l'élaboration de la banque des données et de la monographie a été fondée sur l'approche participative qui a impliqué, à toutes les étapes de leurs réalisations, environ 80 personnes ressources. Ces étapes concernent la conception des fiches de collecte de données, la collecte des données proprement dite, le dépouillement et le traitement des données, les travaux d'analyse, la consolidation, la validation et la rédaction définitive.

Aussi, le Ministère de la Planification du Développement et de la Reconstruction Nationale voudrait-il, au terme de ce travail, adresser sa profonde gratitude à toutes les personnes physiques ou morales qui ont contribué à l'effort de réalisation de cette monographie, l'aboutissement de plusieurs centaines de pages manuscrites, très souvent reprises, raturées ou refaites dans le seul souci de formuler le meilleur diagnostic possible, sur la problématique du développement de la commune.

Le MPDRN remercie singulièrement tous les Ministères impliqués pour la mise à sa disposition de l'expertise de leurs cadres dont l'apport a été fort apprécié.

A l'Administrateur communal, aux techniciens communaux et des zones, aux responsables des projets et ONGs, aux différents experts, auteurs de cette monographie, il présente ses félicitations et tient à exprimer ses respects pour le travail accompli, cela dans un esprit de totale abnégation.


Le MPDRN exprime également sa gratitude au PNUD pour son assistance financière et logistique sans laquelle la matérialisation de ce travail n'aurait été qu'une utopie.

A toutes les personnes ressources de terrain qui ont accepté le sacrifice de se soumettre à d'interminables interviews parfois fastidieuses, au remplissage des fiches de collecte de données et questionnaires souvent compliqués à tous les services qui ont permis l'accès facile à leurs sources d'informations, le MPDRN apprécie à sa juste valeur leurs contributions.

Enfin, le MPDRN reconnaît, que malgré un gros effort de clarification et de mise à jour des données recueillies ainsi que leurs sources, il subsiste des limites quant à leur fiabilité totale. De ce fait, il sollicite la contribution de tous dans les prochaines actualisations de la banque des données informatisée et de la monographie communale afin qu'elles deviennent progressivement des sources d'informations de plus en plus fiables et ainsi faciliter le suivi des indicateurs d'exécution des différents instruments de planification tel que le CSLP.

En attendant, ces produits permettront prochainement la mise en place du plan local de développement afin de répondre aux préoccupations de la population de la commune .

**LE MINISTRE DE LA PLANIFICATION
DU DEVELOPPEMENT ET DE LA
RECONSTRUCTION NATIONALE**


Madame Marie-Goreth NIZIGAMA

INTRODUCTION

La présente étude a pour but de dresser un état des lieux et de situer le niveau de développement des secteurs tant économiques que sociaux atteint par la commune.

Inscrite d'abord dans le mandat du Projet d'Appui à la Planification Locale (PPL) et ensuite dans celui du Sous Programme Planification Locale (SPPL) du Programme d'Appui à la Gouvernance du PNUD, cette étude contient nombre de données susceptibles d'aider les planificateurs à mieux cerner et circonscrire leurs recherches pour une meilleure orientation du Gouvernement et autres décideurs dans leur prise de décisions pour un développement durable et harmonieux de tous les secteurs.

L'approche méthodologique utilisée pour la collecte des données reposait sur les enquêtes de terrain, les diverses publications de différents ministères ainsi que des services, organismes et entreprises intervenant de près ou de loin dans les secteurs précités, les rapports des services provinciaux et les interviews effectuées sur terrain, ... Aussi, un bon nombre de ces données doit-il être considéré comme des simples ordres de grandeur. Il s'agit particulièrement des données sur la démographie, l'agriculture, l'élevage, ...

Bien que réalisée dans un environnement professionnel très difficile, cette monographie constitue un outil important pour l'élaboration et la mise en place d'un « *Plan de Développement communal* » ; cadre dans lequel devront évoluer les structures tant nationales qu'internationales impliquées dans le développement de façon à intégrer toutes les composantes du milieu en tenant compte des potentialités biophysiques locales et des caractéristiques sociales des populations concernées.

La présente monographie comporte seize chapitres.

Enfin, le lecteur est prévenu que cette monographie est une œuvre humaine et que le MPDRN attend les suggestions en vue d'apporter des améliorations aux futures éditions qui seront réalisées dans les prochaines années.

CHAPITRE I : DESCRIPTION PHYSIQUE

1.1. SITUATION GEOGRAPHIQUE

La commune Ndava a une superficie de 173,66 km², soit 20% de la superficie de la province Mwaro et 0,62% de celle du pays. Son chef-lieu de la commune est Fota, également chef-lieu de la zone Buziracanda, situé à 8 km à l'Est de Mwaro, chef-lieu de la province.

La commune Ndava située à l'Est du chef-lieu de province, est limitée :

- au nord par la commune Rutegama et commune Kiganda ;
- au sud par commune Kayokwe ;
- à l'est par Commune Nyabihanga ;
- à l'Ouest par la commune Rusaka.

1.2. ORGANISATION ADMINISTRATIVE

La commune est subdivisée en 2 zones et 20 collines de recensement.

Tableau 1.1 : Découpage administratif de la commune

Zones	Collines de recensement
1. Buziracanda	1. Higiroy
	2. Murago
	3. Rango
	4. Kabogi
	5. Bugera
	6. Kigarama
	7. Gahongo
	8. Gatsinga
	9. Fota
	10. Ngorore
2. Ndava	11. Ndava
	12. Kamishiha
	13. Nyabisaka
	14. Nyamurenga
	15. Ngoro
	16. Matongo
	17. Mpanuka
	18. Gitaba
	19. Butazi
	20. Muyogoro
Total :	20

Source : Découpage administratif du Burundi/MININTER/UPP/
IFES/USAID/Décembre 2005

Carte n° 1 : Carte de découpage administratif de la commune



1.3. CLIMAT

La commune Ndava s'étend sur deux régions naturelles : Mugamba et Kirimiro. Le climat de la commune est de type tropical « humide et tempéré par l'altitude » dans la partie des hauts plateaux. Il est rude dans le Mugamba et plus doux dans le Kirimiro. Les précipitations moyennes annuelles sont de 1200 – 2000mm avec une température moyenne annuelle de 14°C-20°C.

1.4. RELIEF ET HYDROGRAPHIE

Le relief de la commune est accidenté. Il est caractérisé par un massif montagneux avec une altitude variant entre 1500 et 2000m avec des pentes relativement fortes. La chaîne de Gihinga en est le représentant avec des sommets comme Gahondo et Kiga.

Le réseau hydrographique est important avec rivières comme Kaniga et beaucoup de ruisseaux.

1.5. FLORE ET FAUNE

La végétation constituée par la savane avec un faible taux de couverture forestière.

La faune dans la commune Ndava est moins riche d'une manière générale. Elle est essentiellement constituée des oiseaux, rongeurs, reptiles et quelques gazelles en voie de disparition suite à la menace des activités agricoles.

1.6. GEOLOGIE

Les caractéristiques géologiques de la commune Ndava sont identiques à celle de la province. Les formations géologiques de la commune Bisoro sont constituées de Quaternaire et du Burundien moyen. Ces formations sont composées respectivement des alluvions de fonds de vallées et des cuirasses et sols latéritiques, de formations de type Ngozi, Ruganza et Rukago.

Les données sur les minerais dans le sous sol de la commune n'existent pas. La prospection géochimique réalisée de 1977-1984 par la DGGM et le PNUD a révélé l'existence de certains minerais dans le sous sol de la province de Mwaro. Cependant, les informations sur la localisation de ces minerais n'ont pas été fournies par la DGGM.

1.7. LES SOLS

La nature et la qualité des sols de la commune Ndava diffèrent d'une région naturelle à une autre.

Dans le Mugamba, les sols sont en grande partie sablonneux, acides et peu fertiles. Par contre les sols de la partie du Kirimiro sont argileux et relativement fertiles.

CHAPITRE II : DEMOGRAPHIE

La commune Ndava couvrant une superficie de 173,66 km², regroupait en 1990 lors du dernier recensement général, une population de 45272 habitants. Dans les années passées, un effort particulier a été entrepris par des chercheurs, organismes d'appui ou services gouvernementaux pour approfondir la connaissance sur les structures de cette population.

Les données de base se composent des résultats des statistiques officielles, qui sont des estimations faites d'année en année.

2.1. REPARTITION DE LA POPULATION ET DENSITE

La densité de la population joue un rôle essentiel dès qu'il s'agit de l'implantation des équipements ou l'augmentation du degré de desserte des infrastructures. Le découpage en zones de différentes densités en fonction de la répartition spatiale ne permettra pas seulement de mieux évaluer les aspects démographiques, également de mettre en valeur les capacités d'accueil de cette province. Elles sont fonctions des terres disponibles ou des différents intensités d'occupations.

La population de la commune Ndava est estimée à 53446 habitants en 2005, soit 21,58% de la population la province Mwaro et 0,70% de celle du pays. La densité est de 308 hab/km². La population de la commune est composée en majorité par des jeunes de moins de 25ans qui représentent 65% de sa population. (cfr. tableau 2.1).

Tableau 2.1 Population par tranches d'âges et par sexe en 2005 de la commune

Groupes D'âges	sexe		
	Hommes	Femmes	Total
0-4	5292	5128	10420
5-9	4194	4208	8402
10-14	3113	3238	6351
15-19	2378	2714	5092
20-24	1730	2225	3955
25-29	1544	2203	3747
30-34	1487	1949	3436
35-39	1216	1545	2761
40-44	706	1060	1766
45-49	544	840	1384
50-54	622	951	1573
55-59	467	592	1059
60-64	418	577	995
65-69	314	375	689
70-74	334	368	702
75-79	212	230	442
80 +	318	354	672
Total	24889	28557	53446

Source : MININTER/UPP/Avril 2006

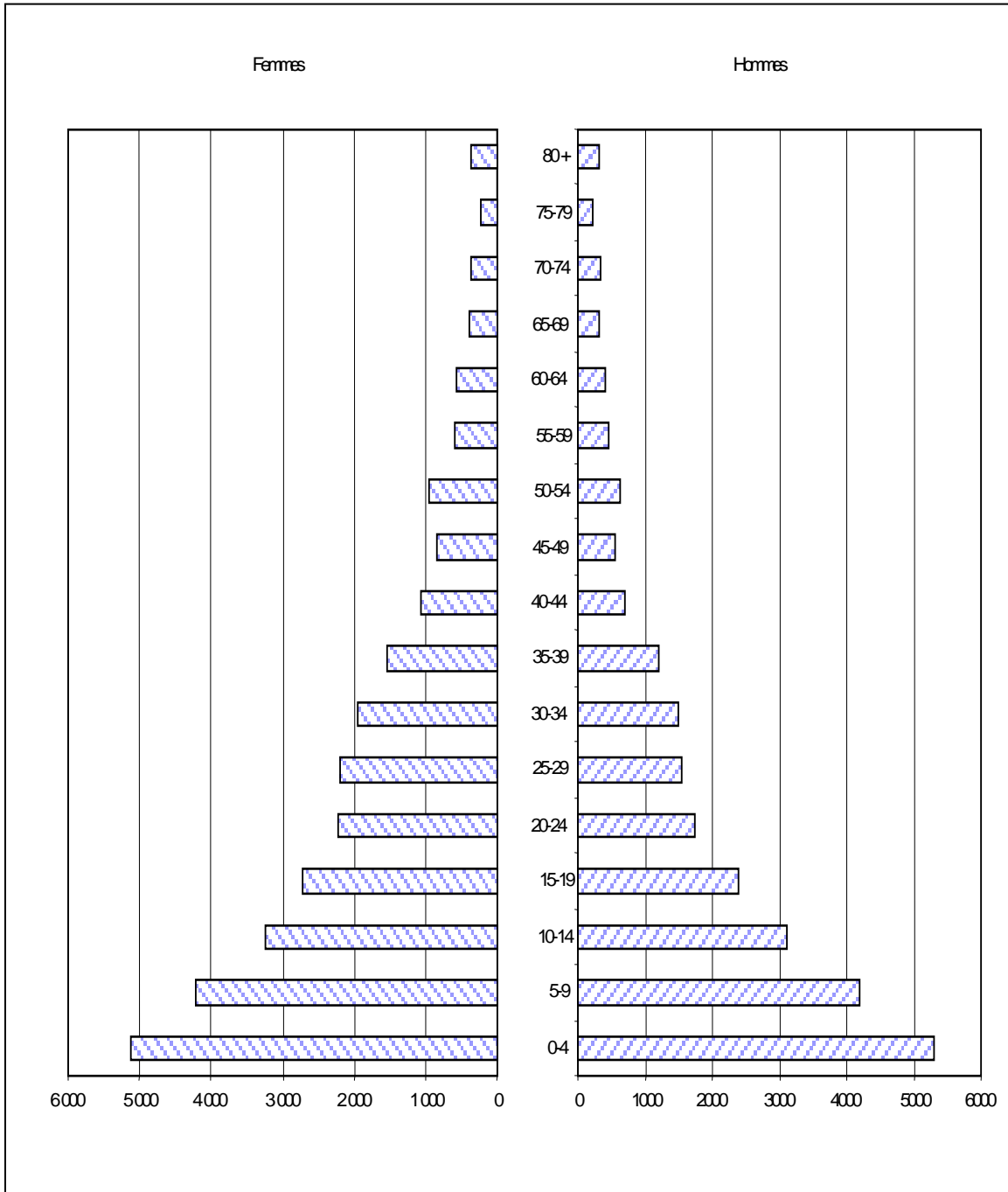
Le tableau 2.2 indique la projection de la population de la commune. En 2010, cette population sera de 57.004 habitants.

Tableau 2.2 : Projection de l'évolution de la population de la commune Nyabihanga

Année \ Communes	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Ndava	52041	52723	53446	54113	54822	55540	56268	57004
Total province	241295	244456	247659	249933	254189	257519	260893	264311

Source : MININTER/UPP/Avril 2006

Figure n° 1 : Pyramide des âges de la population en 2005



CHAPITRE III : AGRICULTURE

L'agriculture dans la commune Ndava constitue la principale activité qui occupe plus de 90% de la population. Cependant, elle ne suffit pas à assurer l'autosuffisance des conditions de vie des habitants à une majorité de la population. Ceci explique l'exode rural massif de jeunes actifs ruraux.

Faute d'une étude particulière, il est difficile aujourd'hui d'évaluer l'intensité d'occupation des terres dans la commune. Une telle étude dans l'avenir permettra d'analyser plus profondément les potentialités réelles en cette matière afin de mieux appréhender le terroir agricole de la province.

Le système foncier est étroitement lié aux structures sociales familiales (lignage). Le droit d'usage est simplement concédé aux héritiers masculins en raison de la pression démographique, de la continuité des terres et de l'importance des aménagements pour la mise en valeur. Le faire-valoir est direct.

Cette agriculture est traditionnelle itinérante sur brûlis. Les exploitations sont familiales très petites n'excédant pas 40 ares.

Soumise aux aléas climatiques, les rendements restent faibles malgré l'utilisation des fertilisants et des produits phytosanitaires.

3.1. SYSTEME CULTURAL

Le système cultural dans la province est traditionnel. La saison culturale commence en début de la saison des pluies. Deux saisons culturales se succèdent : la première, « Agatasi » correspond à la petite saison des pluies et va d'octobre à décembre. La seconde, « Urushana » correspond à la grande saison des pluies et va de janvier à juin.

Les jachères varient selon l'importance de la propriété et leur durée diminue face à la pression démographique.

En fin septembre les paysans préparent soigneusement leurs champs. Les arbustes sont coupés à la serpette, à la hache, les tiges sèches de maïs, du sorgho et de manioc sont brûlées. Les paysans fument leurs champs s'ils disposent du fumier. Puis vient le labour à la houe dès la première pluie. Ensuite les paysans sèment. Le manioc est planté en association avec le haricot et le maïs; le haricot est récolté à partir de janvier, le maïs en mars-avril. Quant au manioc, il reste en terre deux ans sur le champ, la récolte se faisant en fonction des besoins.

A partir de janvier, la grande saison des pluies annonce le second cycle de semences en haricot, sorgho, patate douce, arachide, pois éleusine. Les récoltes se terminent en juin, juste avant la saison sèche (morte saison) appelée « Ici ». Mais pour faire face aux problèmes de soudure qui se font souvent sentir, les paysans pratiquent en marais une culture de patates douces, haricot, maïs, cultures maraîchères semées en juillet et récoltées en début octobre, qui permet d'assurer la transition avec les productions de l'année suivante.

3.2. SITUATION ACTUELLE DES CULTURES

Les cultures cultivées dans la province sont les cultures vivrières, cultures de rente (industrielles), les cultures maraîchères et les cultures fruitières.

3.2.1. Cultures vivrières

Les principales cultures vivrières de la commune Ndava sont : la banane, le haricot le manioc, la patate douce, la pomme de terre, le maïs et le sorgho.

D'autres cultures comme le blé, le soja, le petit-pois, l'arachide, le pois cajan, la colocase, l'éleusine sont cultivées à faible échelle.

La pratique culturale est de type traditionnel avec une prédominance de cultures en association.

3.2.1.1. Le bananier

Le bananier est planté simplement par bouturage en octobre-novembre et l'entretien se fait en fin de grande saison sèche. La récolte a lieu toute l'année, mais diminue en morte saison et en début de la petite saison des pluies. Cette plante joue un rôle très important car elle produit, outre les bananes plantains et les bananes fruits, les bananes à bière « urwarwa » très prises dans la commune. Sa production moyenne est estimée à 14203 tonnes, soit 39% des productions vivrières de la commune. Le bananier est la première culture vivrière de par sa production dans la commune

3.2.1.2. Patate douce

La patate douce se cultive sur toute l'étendue de la province d'octobre à avril et la récolte s'étale de février à août. Dans les marais, les plantations se font en juin-juillet pour une récolte en octobre-novembre, au moment de la soudure.

Une partie de la récolte est vendue par les paysans sur les marchés de la commune et de la province.

La production moyenne de la patate douce est estimée à 12.530 tonnes, soit 34% de la production vivrière de la commune et vient en deuxième position.

3.2.1.3. Manioc

Le manioc est cultivé dans toutes les collines de la commune. Les plantations se font à plusieurs reprises au cours de l'année et les récoltes après deux ans se déroulent aussi toute l'année, à mesure des besoins. Le champ sert de grenier.

Le manioc est l'aliment de base de la population. Il est consommé sous forme de pâte « bugali », sous forme de tubercules épluchés bouillis ou cuits sous cendre et les feuilles sous forme de légume « isombe ».

Sa production moyenne est évaluée à 4.510 tonnes. Le manioc occupe la troisième place des vivriers de la commune.

3.2.1.4. Haricot

Le haricot est cultivé deux à trois fois par an dans toute la province, en petites et grandes saisons des pluies, puis au cours de la morte saison en marais pour assurer la soudure en octobre. Sa production moyenne est estimée à 3220 tonnes dans la commune. Le haricot est presque toujours semé sous le maïs et cultivé dans les marais.

3.2.1.5. Maïs

Le maïs est toujours cultivé en association avec le haricot. Sa production moyenne est évaluée à 1408 tonnes. Le maïs occupe la cinquième place des cultures vivrières de la commune. Il est l'un des aliments de base de la population de cette commune.

3.2.1.6. Pomme de terre

La pomme de terre est également l'un des aliments de base de la population. Elle procure aussi de revenus substantiels aux paysans. Sa production moyenne est de 292 tonnes par an dans la commune.

3.2.1.7. Soja

La culture du soja est très récente dans la commune. Les ménages l'utilisent sous plusieurs formes dans leur alimentation. Sa production est de 10,200 tonnes.

3.2.1.8. Sorgho

La culture du sorgho est récente dans la commune. Toute sa production est autoconsommée.

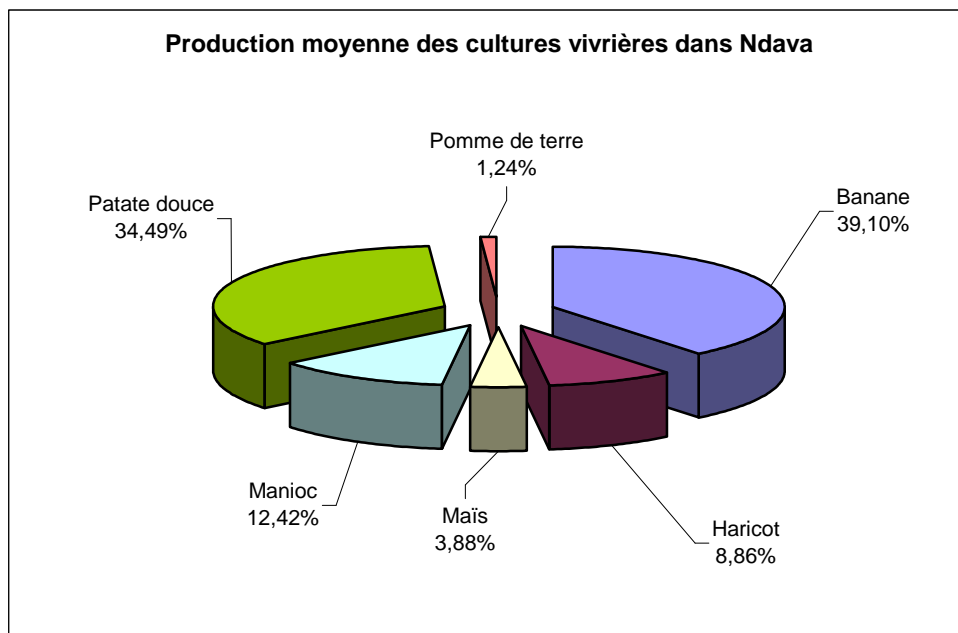
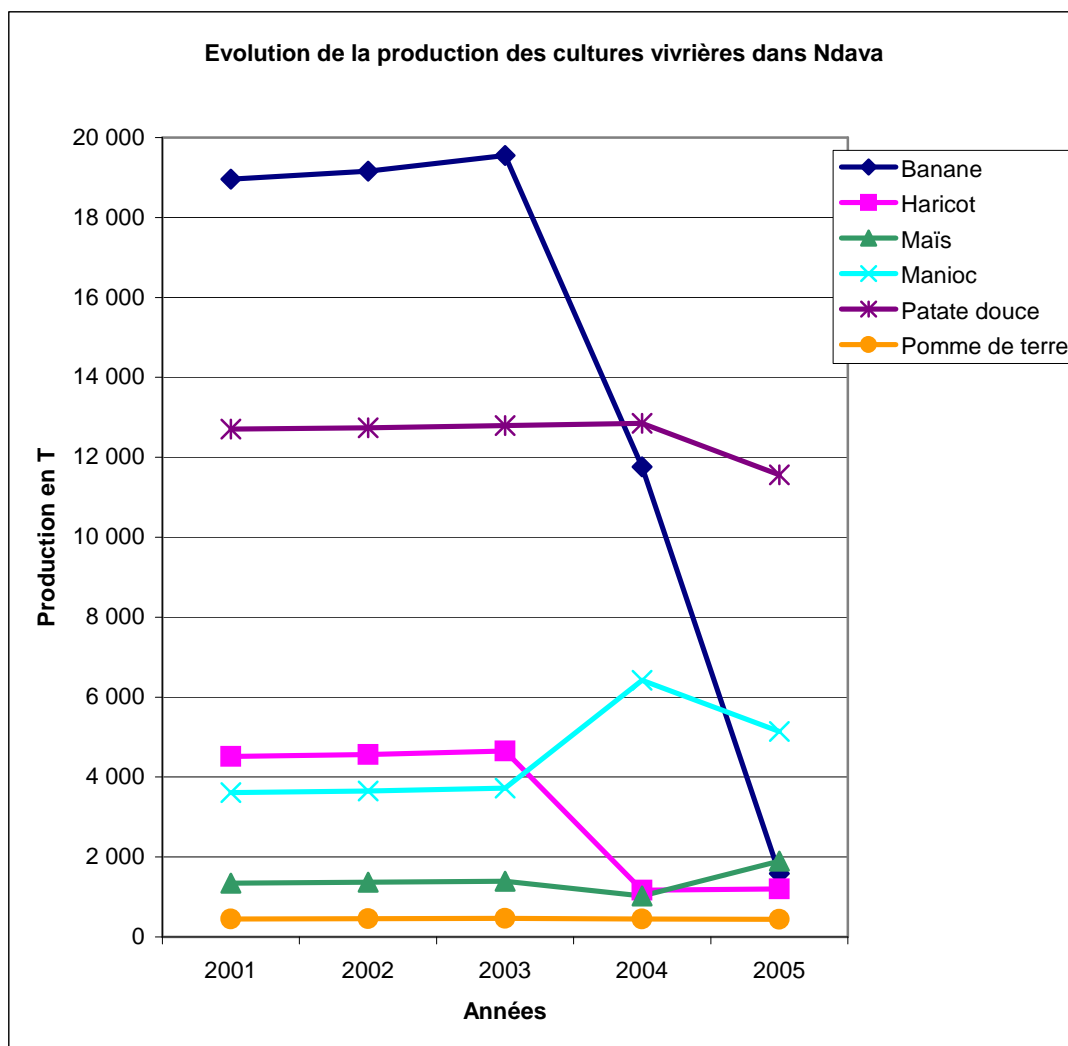


Tableau 3.1 : Evolution des différentes spéculations agricoles 2001-2005 en tonnes

Années	2001	2002	2003	2004	2005	Prod. Moyenne Totale	Prop. %
Banane	18.963	19.158	19.550	11.762	1.585	14.203	39%
Haricot	4.515	4.561	4.655	1.169	1.200	3.220	9%
Maïs	1.347	1.373	1.396	1.027	1.899	1.408	4%
Manioc	3.612	3.649	3.724	6.425	5.140	4.510	12%
Patate douce	12.709	12.737	12.793	12.847	11.562	12.530	34%
Pomme de terre	451	456	465	446	442	452	1%
Prod. Totale Annuelle	41.597	41.934	42.583	33.676	21.828	36.323	100%

Source : DPAE/Mwaro 2006



3.2.2. Cultures de rente

Les cultures de rente qu'on cultive dans la commune sont le café, le Thé, le tabac et l'ananas.

3.2.2.1. Cafèier

Le café est cultivé dans la commune par des paysans qui possèdent leurs plantations familiales. Ce sont de petites exploitations familiales qui possèdent chacune quelques pieds de cafiers, sur une parcelle de taille modeste, qui n'excède pas 400 m². Un seul type de café, le café arabica apparaît sur les plantations.

Le café procure à chaque famille paysanne l'essentiel de ses revenus monétaires.

La commune se trouve dans la région d'encadrement de la SOGESTAL. L'encadrement des caféiculteurs de la commune sont encadrés et appuyés par la SOGESTAL ou par la SONICOF. Ces sociétés mettent à la disposition des caféiculteurs les intrants et les petits matériels caféiques à crédit ou payés au comptant.

Le café arabica, parasité par de nombreux insectes, demande de traitements suivis dont le paysan ne dispose pas de moyens. Les rendements sont variables selon les zones.

Les statistiques sur la production caféière de la commune sont prises en compte dans la production totale de la province. Des sources du Département Agronomique de l'OCIBU, la production caféière de la province est de 1.046.949 Kg en 2005.

3.2.2.2. Théier

Tout comme le café, le thé est cultivé sur des parcelles privées des paysans. La commune Ndava appartient au complexe d'Ijenda d'après l'organisation spatiale de la filière Thé dans le pays.

D'après les informations recueillies auprès du Département Agronomique de l'Office du Thé du Burundi (OTB), la production de feuilles vertes dans la commune, est de 341.478 Kg, soit 5,50% de la production provinciale de 6.227.434 Kg en 2005. Cette commune est la 4^{ème} Productrice de feuilles vertes dans la province.

3.2.2.3. Tabac

Selon la société SOGESTAL Kirimiro, la superficie emblavée de tabac est d'un hectare (1ha) et la production est estimée à 650 Kg dans la commune en 2005. Les plantations de tabac sont des petites exploitations familiales.

3.2.2.4. Ananas

Les plantations d'ananas sont aussi des petites exploitations familiales. Avec 5950 pieds d'ananas, la production est évaluée à 5000 Kg dans la commune. Une grande partie de cette production est vendue sur les marchés de la commune et de la province.

3.2.3. Cultures fruitières

Les plantations fruitières dans la commune sont les orangers, les citronniers, les avocatiers, les papayers et les manguiers.

Selon la DPAE/Mwaro, l'avocatier occupe la première place avec 20.814 pieds et une production de 10.407 Tonnes d'avocats. (cfr. Tableau 3.2).

Les plantations fruitières sont de petites exploitations familiales non loin des habitations. La grande partie des productions fruitières est vendue par les paysans.

Tableau 3.2 : Production Fruitière en 2005

Cultures fruitières	Nombre de pieds	Production (Tonnes)
Orangers	25	0,200
Citronniers	40	0,640
Avocatiers	20814	10407
Papayers	10	0,070
Manguiers	125	12,500
Total commune		

Source : DPAE/Mwaro/Mars 2006

3.2.4. Cultures maraîchères

Les maraîchères cultivées dans la commune sont : tomate, oignon, choux, carotte et aubergine.

Le tableau ci-dessous indique les superficies et les productions des différentes cultures maraîchères dans la commune. Les cultures maraîchères procure à chaque famille paysanne des entrées d'argent ; car presque toutes les productions sont commercialisées.

Tableau 3.3 : Production maraîchère en 2005

Cultures maraîchères	Superficie (ha ou pieds)	Production (KG)
Tomates	2000 pieds	2000
Oignons	7050 pieds	705
Choux	714.000 pieds	714000
Carottes	1,5 ha	1200
Aubergines	3 ha	6000

Source : DPAE/Mwaro/Mars 2006

3.3. FACTEURS DE PRODUCTION

Les facteurs de productions sont : la terre, la main d'œuvre et les intrants agricoles (semences améliorées, les fertilisants/engrais, produits phytosanitaires.....).

3.3.1. Disponibilité des terres

La commune Ndava dispose de 16 marais : Gifunzo, Gituku, Rwayaguza, Kaniga, Cogo, Gasenyi, Nyambeho, Kiritsa, Kariba, Kirama, Mugonzwe, Kinyamaganga, Nyavyamo,

Cunywe et Rukeho d'une superficie totale de 491ha qui sont une potentialité pour étendre les superficies cultivées et emblavées. De cette superficie aménageable, 3 ha seulement sont aménagés et mis en valeur dans le marais de Nyavyamo.

3.3.2. Main-d'œuvre

La main d'œuvre varie selon le mode d'exploitation.

Le mode familial utilise la main d'œuvre familial, y compris celle des enfants. Les plus jeunes enfants gardent les troupeaux ou protègent semilles contre les oiseaux. L'homme s'occupe de défricher, de houe, de construire et d'entretenir l'habitation. Il vaque à l'entretien des vaches, lorsque la famille possède. La femme fait une partie des houages, sème, sarcle et récolte.

La main-d'œuvre salariée est le second mode d'exploitation. A côté de la famille au sens strict, parents éloignés, voisins, amis, participent au travail des champs. C'est un aspect de solidarité, mais disparaît, remplacé par le salariat agricole. Celui-ci, toujours temporaire, se pratique au moment des labours, des sarclages ou des récoltes. Les salaires varient selon les zones, auxquels il convient d'ajouter le repas de midi. La main-d'œuvre salariée est un luxe que seul un nombre restreint de paysans peut payer.

Le fermage, enfin, occupe une place limitée. Trois formes de fermage sont pratiquées :

- Un paysan loue chez un voisin un champ approprié à une culture, qu'il ne peut pas faire sur ses propres terres ;
- Le paysan qui ne possède assez de terres loue quelques parcelles ;
- Le paysan qui ne possède pas assez de terres, donne à son propriétaire une redevance en nature.

3.3.3. Intrants agricoles

Les intrants agricoles sont : les semences, les fertilisants et produits phytosanitaires ...

3.3.3.1. Les semences et les boutures

Les paysans prélèvent leurs semences et les boutures sur les récoltes faites, qu'ils conservent jusqu'à la nouvelle saison culturale. Ces semences pour la plupart sont de mauvaise qualité réduisant ainsi le rendement.

Il n'y a pas de centre semencier, ni d'associations, ni des privés qui produisent les semences dans la commune.

3.3.3.2. Les fertilisants et les produits phytosanitaires

Les engrais et les produits phytosanitaires sont peu utilisés sur les cultures vivrières, car l'approvisionnement reste difficile.

Par contre, les paysans agriculteurs utilisent ces produits pour le caféier et le théier, avec l'appui des sociétés SOGESTAL et OTB qui gèrent ces filières.

3.3.4. Equipements et Outils agricoles

L'outillage reste rudimentaire et très varié. Il se caractérise par l'absence des machines et de la traction animale.

Avant les semailles, les champs, sont préparés, les arbustes sont abattus à la hache, à la serpette (umuhoro) ou à la machette (umupanga). Le labour se fait à la houe de fabrication locale (indundi) ou importée (iposhoro). La houe reste l'outil de base. Le transport des produits agricoles se fait avec des paniers (ibiseke ou inKangara).

3.3.5. Encadrement technique et vulgarisation agricole

L'encadrement technique des paysans agriculteurs et la vulgarisation agricole sont assurés par un seul agronome communal. Celui-ci ne dispose pas de moyens conséquents pour mener efficacement ses activités. Le manque d'un moyen de transport pour l'agronome communal est un blocage total de l'encadrement technique et la vulgarisation agricole ; car les visites dans les collines de la commune est impossible.

3.3.6. Financement agricole

Les paysans agriculteurs financent eux-mêmes leurs activités agricoles et bénéficient également des appuis extérieurs :

- les sociétés de gestion des filières café et Thé, SOGESTAL et l'OTB accordent aux cultivateurs différents intrants sous forme de crédits ;
- des organismes Internationaux et ONGs interviennent par des dons ou subventions en semences et autres intrants ;
- la banque BGF et la COOPEC (institution de micro finance) interviennent dans l'octroi des crédits agricoles aux agriculteurs.

L'évaluation du financement formel du secteur agricole indique que les intervenants ci-dessous sont les principales sources de financement de la province.

Il s'agit de :

- la FAO, les ONGs et les projets qui interviennent par des dons ou subventions en semences et autres intrants ;
- les banques commerciales, notamment la BGF et les COOPECs interviennent dans l'octroi des crédits aux populations de Mwaro dont les crédits agricoles.

3.4. INTERVENANTS

Les intervenants dans l'agriculture ne sont pas nombreux à l'instar des autres secteurs de la province on peut citer : FAO, PAM, SOLIDARITES et le Projet PRASAB de la Banque Mondiale.

Tableau 3.4. : Liste des intervenants en agriculture dans la commune

Organisation	Lieu d'intervention	Bailleurs	Interventions	Bénéficiaires
FAO	Toute la commune	Royaume de Belgique et Hollande	Appui en semences de qualité	Population vulnérable, associations et centres semenciers
PRASAB	Toute la commune	Banque Mondiale	Appui en semences de qualité et intrants agricoles	Organisations de Producteurs (OP's °
SOLIDARITES	Toute la commune	Union européenne	Appui en semences de qualité et intrants agricoles	8 groupements d'agriculteurs
TWITEZIMBERE	Toute la commune	Banque Mondiale	Appui en semences maraichères	Population ayant des enfants de moins de 6 ans
PAM	Toute la commune		Aide d'urgence	Population vulnérable

Source : DPAE/Mwaro/Mars 2006

3.5. CONTRAINTES, POTENTIALITES ET PERSPECTIVES

3.5.1. Contraintes

- Exiguïté des terres ;
- manque de semences de qualité ;
- manque d'intrants agricoles ;
- encadrement soumis aux contraintes physiques (climat capricieux), structurelles (organisation inadaptée, démotivation du personnel), financières ;
- maladies ;
- conjoncture internationale des prix défavorables.

3.5.2. Potentialités

- gamme variée de spéculations agricoles ;
- main d'œuvre abondante et laborieuse ;
- faible densité de population offrant des espaces de culture ;
- une demande toujours croissante en produits agricoles.

CHAPITRE IV : ELEVAGE

Tout comme dans les autres communes de la province, l'élevage dans la commune Ndava, est un important support de l'agriculture, mais son rendement reste faible.

Les pratiques pastorales sont traditionnelles. Le matin, après la traite chaque éleveur conduit ses bêtes aux pâturages. La garde des troupeaux est assurée par les éleveurs eux-mêmes ou par leurs enfants.

4.1. CHEPTEL DE LA COMMUNE

Le cheptel de commune est composé de Bovins, d'Ovins, de Caprins, de Porcins et de Volailles. Le tableau 4.1 indique l'évolution des effectifs des espèces animales de 2001 à 2005 dans la commune, les données pour les années 2001 et 2002 n'étant pas disponibles. Ces informations sont des estimations dans la commune validées par la DPAE.

4.1.1. Cheptel bovin

L'élevage des bovins vient en troisième position après celui des volailles et des caprins dans la commune, par le nombre mais le plus important par les implications socioculturelles. Le cheptel bovin est estimé à 7.483 têtes dont 75 têtes d'animaux améliorés, soit 1% et 7408 têtes d'animaux locaux, soit 99%. Cet élevage est d'avantage

tourné vers la production laitière pour l'autoconsommation que vers la production bouchère. La production annuelle laitière est évaluée à 42090 litres en 2005.

4.1.2. Ovins

Les ovins sont de petite taille résultant du croisement entre le mouton guinéen et le mouton barbarin à grosse queue. Ils ne fournissent pas du lait. Les ovins sont évalués à 2385 têtes de race locale dans la commune.

4.1.3. Caprins

Les caprins s'apparentent à ceux de la région sahélienne et sont aussi de petite taille. Le cheptel caprin est estimé à 10155 têtes dont 16 têtes d'animaux améliorés soit 0,15% et 10139 animaux locaux, soit 99,85%. L'élevage des caprins occupe le deuxième rang dans la commune. Il procure des revenus monétaires importants aux paysans éleveurs.

4.1.4. Porcins

Dans la commune on estime le nombre des porcins à 3507 têtes dont 3 animaux améliorés et 3504 d'animaux locaux (99,91%). L'élevage de porcins occupe la troisième place après les caprins et les bovins. Cet élevage reste faible et s'accroît lentement dans la commune, pourtant il est facile par sa rusticité, une alimentation à faible frais par l'utilisation des déchets domestiques et les revenus monétaires qu'il procure.

4.1.5. Volailles

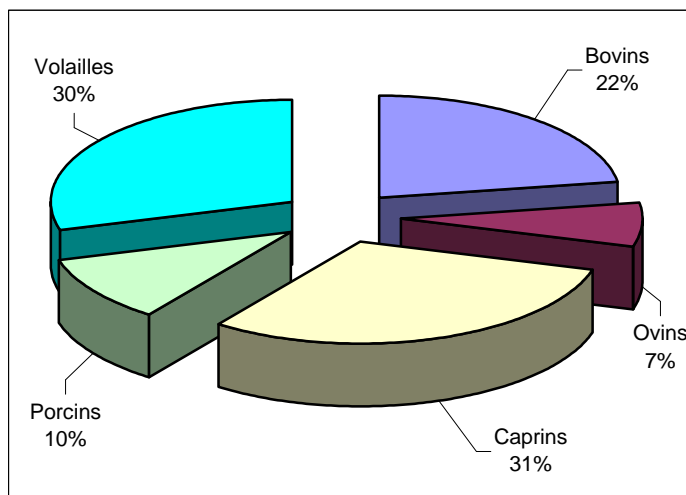
Les volailles sont estimées à 9874 têtes de race locale dans la commune. Elles sont élevées à l'air libre autour des habitations où elles trouvent l'essentiel de leur nourriture. Toutefois, pendant la période des récoltes elles restent enfermées ou bien sont vendues.

Tableau 4.1. : Evolution des espèces animales (2001-2005)

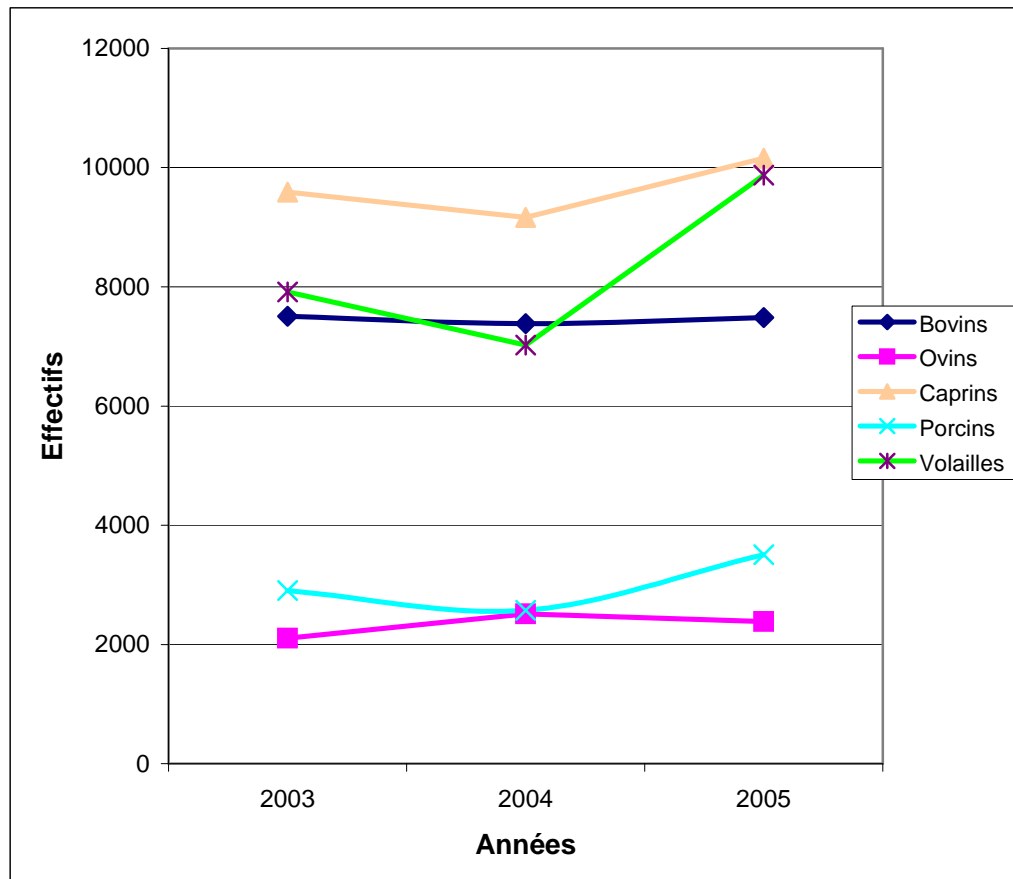
Années \ Espèces	2003	2004	2005	Ecart	Prop. %
Bovins	7.505	7.381	7.483	-22	-0,9
Ovins	2.106	2.516	2.385	+279	+13,2
Caprins	9.588	9.162	10.155	+569	+5,9
Porcins	2.904	2.573	3.507	+603	+20,8
Volailles	7.911	7.020	9.874	+1.963	+24,8

Source : DPAE/Mwaro/Mars 2006

Figure n°2 : Proportion des effectifs par espèce en 2005



Graphique n°2 : Evolution des effectifs par espèce de 2003 -2005



La commercialisation des animaux sur pieds se fait dans les Centres de vente de Kibimba et de Nyantore. En 2005, le nombre d'animaux vendus sur pieds par espèce se présente comme suit :

- Bovins : 0 ;
- Ovins : 750 ;
- Caprins : 2776 ;
- Porcins : 3358.

Il y a 3 centres d'abattage dans la commune à Fota, Nyantore et Kibimba.

Le nombre d'animaux abattus pour la production de viande en 2005 par espèce est de :

- Bovins : 58;
- Ovins : 72 ;
- Caprins : 865 ;
- Porcins : 457

La consommation de viande de caprins est plus importante que celle des autres espèces dans la commune.

Les infrastructures publiques d'appui à l'élevage dans la commune, sont :

- 2 centres vétérinaires : 1 à Fota , en mauvais état et qui disponibilisent régulièrement des produits aux éleveurs ; 1 à Ndava, en mauvais état et dont les services sont interrompus. En fait, il est complètement détruit ;
- 2 deeping tank : 1 à Fota et 1 à Ndava ; tous en mauvais état et non fonctionnels.

Outre, ces infrastructures publiques ; il existe 2 couloirs d'aspersion privés à Bugera et à Gitaba, en mauvais état, dont le fonctionnement est irrégulier et une (1) pharmacie vétérinaire privée à Fota, en bon état et qui disponibilise régulièrement des produits aux éleveurs.

Dans le cadre du repeuplement, 13 bovins, 257 caprins et 2 porcins ont été distribués en IASZ dans la commune.

4.3. INTERVENANTS

Certains intervenants comme la FAO, le PAM, SILIDARITES et le projet PRASAB de la Banque Mondiale appuient la DPAE dans la distribution de semences.

Tableau 4.2. : Liste des intervenants dans l'élevage dans la commune

Organisation	Lieu d'intervention	Bailleurs	Interventions	Bénéficiaires
DPAE	Toute la commune	Etat burundais	Encadrement technique	Les éleveurs
FAO	Toute la commune	Royaume de Belgique et Hollande	Repeuplement du cheptel	Population vulnérable, associations
SOLIDARITES	Toute la commune	Union européenne	Distribution d'animaux de qualité	Groupements associatifs
PRASAB/CD CARITAS	Toute la commune	Banque Mondiale	Distribution des animaux d'élevage sur demande sous forme de sous projets	Organisations de Producteurs et Organisations Communautaires à la base (OP's)

Source : DPAE Mwaro/Mars 2006.

4.4. CONTRAINTES ET POTENTIALITES

4.4.1. Contraintes

- Manque de pâturages ;
- Manque du personnel d'encadrement et des moyens logistiques ;
- Manque d'infrastructures d'appui ;
- Manque d'équipement vétérinaire.

4.4. 2. Potentialités

- Climat favorable à l'élevage ;
- Maîtrise du système d'élevage par les paysans éleveurs.

CHAPITRE V : PÊCHE ET PISCICULTURE

La pêche n'est pas pratiquée dans la commune.

5.1. PISCICULTURE

La pisciculture est pratiquée dans les 2 zones de la commune dans 17 étangs piscicoles dont 3 dans la zone Buziracanda et 14 dans Ndava. Ces étangs sont empoissonnés de Tilapia. Dans la zone de Buziracanda, il n'y a pas eu de production en 2005, alors dans Ndava, il en a eu 2 récoltes d'une production totale de 629 Kg de poissons. (cfr. Tableau 5.1). Cette production piscicole est entièrement destinée à l'autoconsommation.

Tableau 5.1 : Situation de la pisciculture dans la commune en 2005

Zone	Nombre d'étangs piscicoles	Superficie moyenne d'un étang (ares)	Espèces élevées	Nombre moyen de récoltes par an	Quantité totale récoltée par an (kg)
Buziracanda	3	5,3	Tilapia	0	0
Ndava	14	2,5	Tilapia	2	629
Total commune	17	3,9	Tilapia	2	629

Source : DPAE/Mwaro/Mars 2006

5.2. INTERVENANTS

Ce secteur a été laissé à lui-même après la fermeture du projet DAPA. Ce sont les pisciculteurs eux-mêmes qui se débrouillent notamment ceux de Fota qui se sont regroupés en association.

L'intervenant potentiel est CD/CARITAS via le projet PRASAB.

5.3. CONTRAINTES

5.3.1. Contraintes

- Manque de service d'encadrement piscicole (sensibilisation, suivi-évaluation) ;
- Méconnaissances des techniques piscicoles ;
- Une certaine réticence à l'espèce cultivée, le Tilapia qui est considéré comme le plus épineux ;
- Manque des alevins appropriés pour l'empoissonnement ;
- Facteurs de production insuffisants ;
- Manque de financement.

CHAPITRE VI : FORÊTS

Il n'existe pas de forêts naturelles dans la commune Bisoro. Mais l'on y trouve des boisements artificiels.

6.1. LES BOISEMENTS ARTIFICIELS

Le tableau 6.1 indique les superficies couvertes par des boisements artificiels appartenant à l'Etat et aux personnes privées.

Les variétés plantées sont essentiellement l'Eucalyptus (Umukaratusi) et le Callitris.

La superficie totale boisée est de 1032 ha dont 506,9 ha soit 49,11% appartenant à l'Etat et 525,1 ha, soit 50,89% aux privés.

La zone Buziracanda est la plus boisée avec 686,3 ha, soit 66,50% ; quant à la zone Ndava est boisée avec 345,7 ha, soit 33,50% de la superficie totale boisée.

Tableau 6.1 : Boisements artificiels dans la commune

Zones	Boisements artificiels en Ha		
	Etat	Privés	Total
Buziracanda	359,9	326,4	686,3
Ndava	147	198,7	345,7
Total Commune	506,9	525,1	1032

Source : Service de l'Environnement/Mwaro/Mars 2006

6.2. DEBOISEMENT

Le comportement de la population de la commune envers la forêt reste toujours inquiétant. On assiste actuellement à une diminution de la surface boisée due à une forte pression de l'homme sur la forêt.

La conséquence de la pression démographique sur le niveau de vie est grande : faible production vivrière et misère des revenus monétaires. Il faut ajouter à cela les méfaits de la fluctuation des cours mondiaux du café, du thé, du coton et la dégradation des termes de l'échange : baisse du cours des produits tropicaux et hausse de celui des produits manufacturés importés, qui accable chaque jour davantage la situation des paysans. Face à cette situation les paysans ont cherché à diversifier les sources de revenus monétaires. Une des solutions a été la fabrication du charbon de bois utilisé par plus de 90% des ménages du pays. Ainsi les actifs ruraux se sont mis à abattre les arbres pour fabriquer ce combustible en vue d'augmenter leurs revenus monétaires. Aussi l'urbanisation des grands centres et la modernisation de l'habitat dans la commune, ont-ils accru les besoins en bois d'œuvre pour la construction des maisons et autres bâtiments.

La pratique en saison sèche des feux de brousse souvent abusivement, entraîne l'appauvrissement des sols et les livre à une intense érosion.

La forêt disparaît lentement au profit des terres de cultures, de la satisfaction des besoins énergétiques, en bois d'œuvre, économiques et de pâturage.

Si la destruction de la forêt livre de nouvelles terres et satisfait les besoins des populations en produits de forestiers, elle compromet dangereusement l'équilibre naturel de la province. La déforestation est un véritable problème d'environnement dans la commune. Le reboisement des terres menacées est indispensable.

6.3. PRODUCTION DES PLANTS FORESTIERS ET AGRO-FORESTIERS

Au cours de l'année 2005, les organisations communautaires à la base ont produit 604.000 plants forestiers et agro forestiers avec l'appui financier du Projet de Réhabilitation du Secteur Agricole et de Gestion Durable des Terres au Burundi « PRASAB ».

Ces plants ont été plantés les uns dans les exploitations agricoles et les autres aux flancs des collines non boisées.

6.4. PRODUCTIONS FORESTIERES

Les produits de forêt dans la commune, sont le bois d'œuvre (planches), les perches, le charbon, et le bois de chauffe. Il est difficile de chiffrer les quantités de ces différents produits compte tenu du caractère clandestin de leur production par l'abattage anarchique et illicite des arbres. Cette filière nécessite d'être réorganisée pour bien maîtriser la production forestière.

6.5. INTERVENANTS

Peu d'intervenants sont identifiés dans le secteur des forêts : la FAO, le PAM, et le projet PRASAB de la Banque Mondiale. Deux collectifs d'associations travaillent aussi dans ce domaine : CAREPD et ENVIRON PROPRE.

Tableau 6.2. : Liste des intervenants

Organisation	Lieu d'intervention	Bailleurs	Interventions	Bénéficiaires
PREBU	Toute la Province	Union européenne	Production des plants forestiers	Groupements associatifs
PRASAB/CD CARITAS	Toute la Province	Banque Mondiale	Appui dans l'aménagement des bassins versants et dans la production des plants forestiers	Organisations Communautaires à la base (OCB's)
PAM	Toute la Province	PNUD	Production des plants forestiers	Groupements associatifs

Source : IPF Mwaro/Mars 2006

6.6. CONTRAINTES ET PERSPECTIVES

6.6.1. Contraintes

Les contraintes dans le secteur de divers ordres :

- la faible capacité institutionnelle en matière de gestion et d'aménagement des forêts ainsi que la défaillance au niveau de la coordination intersectorielle ;
- le manque de personnel et de moyens matériels et financiers fait que les services forestiers n'arrivent pas à effectuer les tâches opérationnelles qui les incombent ;
- la non structuration de la filière bois ainsi que le manque de professionnalisme en la matière ;
- la non disponibilité des intrants sylvicoles pour les pépiniéristes ;
- absence de suivi régulier ;
- déboisement illicite ;
- pratique des feux de brousse.

CHAPITRE VII : INDUSTRIE ET ARTISANAT

7.1. INDUSTRIE

La commune Ndava à l'instar de la province ne dispose d'aucune industrie. L'absence des investissements privés et d'une main-d'œuvre qualifiée vient aggraver les faibles potentialités du sous-sol.

A la carence de l'industrie s'oppose artisanat dynamique dispersé dans la province. L'artisanat exerce rarement comme un véritable métier, mais plus souvent comme une activité complémentaire liée à l'agriculture et dont les productions, variantes, dépendent des besoins des populations.

7.2. ARTISANAT

7.2.1. Situation du secteur artisanal par type d'artisanat

Dans la commune, on trouve les 3 types d'artisanat à savoir : artisanat d production, artisanat de service et artisanat d'art.

7.2.1.1. Artisanat de production

On dénombre 300 unités d'artisanat de production dans la commune. Ce type d'artisanat est pratiqué en grande partie par des individus ; il existe peu de groupements. Les activités artisanales les plus pratiquées dans la commune sont la menuiserie, la tuilerie, la briqueterie et la forge.

On rencontre aussi des boulangers artisans dans la commune.

Les unités artisanales de production sont installées pour satisfaire des besoins locaux car, aucune d'entre elles n'exporte sa production en dehors des limites provinciales.

Tableau 7.1: Situation de l'artisanat de production

Types d'ateliers	Nombre d'unités	Nombre d'individus pratiquant l'artisanat
Menuiserie	27	50
Briqueterie	8	48
Tuilerie	39	70
Carrelage	16	16
Poterie	202	202
Forge	8	8
Total Commune	300	394

Source : Coordination des métiers de la province de Mwaro/Mars 2006

7.2.1.2. Artisanat de service

Ce type d'artisanat est pratiqué dans toutes les collines de la commune. Il est généralement propriété privée des artisans. Les métiers sont la couture, la mécanique, la cordonnerie et la photographie. (cfr. Tableau 7.2)

Tableau 7. 2 : Situation de l'artisanat de service

Types d'ateliers	Nombre d'unités	Nombre d'individus pratiquant l'artisanat
Couture	29	29
Mécanique	28	44
Cordonnerie	27	27
Studio photo	1	1
Total Commune	85	101

Source : Coordination des métiers de la province de Mwaro/Mars 2006.

7.2.1.3. Artisanat d'art

D'après le service de la coordination des métiers de la province de Mwaro, cette catégorie d'artisanat n'est développée dans la commune. Seule la peinture est pratiquée dans la commune par des personnes privées. On compte 8 peintres dans la commune.

7.3. INTERVENANTS

Il n'existe pas de véritables intervenants dans ce secteur. A part l'Etat du Burundi à travers les Ministères ayant en leur sein des actions liées à l'artisanat et projets artisanaux, ce sont les artisans et autres promoteurs privés qui se débrouillent comme le CDR de Kibumbu.

Le seul intervenant en vue est le projet PRASAB de la Banque Mondiale qui n'est qu'à ses débuts.

7.4. CONTRAINTES

A l'instar des autres communes de la province, le secteur de l'artisanat dans la commune rencontre des contraintes diverses tant exogènes qu'endogènes. Ces contraintes sont identiques partout dans le pays. Les plus importantes sont les suivantes :

- le manque d'un cadre institutionnel solide et stable soutenu par des textes législatif et réglementaires appropriés ;
- l'absence d'une politique nationale de l'artisanat pouvant permettre l'encadrement et la promotion de l'artisanat ;
- l'insuffisance de formation, de perfectionnement et de qualification des artisans ;
- insuffisance des ressources allouées au secteur de l'artisanat (humaines, matérielles et financières) ;
- l'inadéquation production-écoulement des produits artisanaux ;
- l'accès difficile des artisans au micro-crédit et au marché public.

CHAPITRE VIII : ENERGIE

La commune Ndava qui est à dominante agricole traditionnelle couvre l'essentiel de ses besoins énergétiques par le recours aux combustibles ligneux.

L'électricité et le pétrole sont un privilège de quelques ménages semi urbains.

8.1. ENERGIE ELECTRIQUE

L'électricité constitue la forme d'énergie la plus moderne et la moins utilisée dans la commune Ndava. L'urbanisation croissante, la recherche d'un confort accru entraînent des besoins toujours plus grands dont la satisfaction exige d'importants investissements.

Seul le centre Fota, le chef lieu de la commune est électrifié par la REDESO et DGHER.

Les lignes de branchements sont de 5 km Moyenne tension (MT), et de 1,5 km de Basse tension (BT) à partir d'un (1) transformateur. Fota centre compte 25 branchements avec une consommation moyenne de 250KWh/mois. Les lignes de distribution sont disponibles, mais la demande est très faible en raison de la pauvreté dans laquelle vivent les populations de la commune.

Tableau 8.2 : Situation de la desserte en énergie électrique en milieu rural

Commune	Lignes électriques de distribution				Centres électrifiés		
	Désignation de la ligne	Linéaire de la ligne MT (km)	Linéaire de la ligne BT (km)	Nombre de transformateurs	Nom de centres électrifiés	Nombre de branchements	Consommation moyenne par client en KWh/mois
Ndava	Nyabitsindu-Fota	5	1,5	1	FOTA	25	250

Source : DGHER/Mwaro/Mars 2006

8.2. LES COMBUSTIBLES LIGNEUX

Les combustibles ligneux constituent la principale forme d'énergie domestique utilisée en milieu rural. Il s'agit principalement du bois de chauffe et du charbon de bois.

En l'absence d'enquêtes spécifiques, l'évaluation de la consommation du bois de chauffe et du charbon de bois est malaisée mais peut être considérée importante et grandissant face aux traditions alimentaires et culinaires, un faible recours aux hydrocarbures pour lesquels le pays n'est pas producteur et une utilisation marginale de l'électricité au niveau domestique.

La couverture de ces besoins énergétiques vitaux pour une population croissante explique la déforestation visible dans les zones les plus peuplées et exige des solutions à long terme.

La distance occasionnée par les déplacements pour la recherche du bois des lieux de consommation montre l'ampleur du problème de déboisement quand on sait qu'autrefois le ramassage du bois mort se faisait autour des habitations. La rareté du bois a provoqué l'utilisation des tiges mortes de maïs, de sorgho et du manioc comme substitution pour le chauffage.

La fabrication du charbon de bois a accentué la dégradation du couvert végétal de la province. Même les espèces d'essences protégées sont menacées de disparition.

La dégradation du couvert végétal de la commune est devenue une préoccupation des autorités politiques et administratives. Plusieurs mesures prises ces derniers temps tendent à protéger la province contre le déboisement intensif :

- Pratique de reboisement par la mise en place des comités de reboisement et de surveillance de feu de brousse ;
- Interdiction de couper le bois vert.

8.3. INTERVENANTS

Le seul intervenant en matière d'énergie dans la commune est du domaine privé, la DGHER en collaboration avec la REGIDESO pour la seule zone électrifiée de Ndava à Fota. Son rôle est la gestion, le branchement et l'entretien des infrastructures du réseau au profil des abonnés

8.4. CONTRAINTES, POTENTIALITES ET PERSPECTIVES

8.4.1. Contraintes

Les principales contraintes du secteur sont :

- Insuffisance des ressources financières de la DGHER et la REGIDESO ;
- Paupérisation des populations de la commune.

8.4.2. Potentialités

Le réseau hydrologique de la commune constitue un atout majeur pour la promotion et le développement du secteur énergie.

CHAPITRE IX : COMMERCE ET SERVICES

Le secteur commerce et des transports joue un rôle non négligeable dans les activités économiques de la commune.

9.1. COMMERCE

Dans la commune Ndava, le commerce porte principalement sur les produits agricoles, d'élevage, de transformations du bois, les produits artisanaux locaux et les produits. Les marchés ruraux constituent la forme de commerce la plus courante dans la commune.

Le marché joue un rôle essentiel sur plan sociologique et économique. C'est le lieu d'échange d'information, de produits, un lieu de contacts de rencontres et de loisirs.

En outre, des kiosques, des débits de boissons, des cabarets et des restaurants viennent renforcer le système commercial de la commune.

9.1.1. Marchés ruraux

La commune compte 4 marchés ruraux non aménagés qui s'animent en plein air.

Les produits agricoles qui sont commercialisés au marché ne correspondent pas au surplus d'une agriculture familiale souvent très peu productive mais à la nécessité pour les paysans de se procurer de l'argent en vue d'acheter le minimum indispensable de produits manufacturés.

Les marchés ruraux drainent la population rurale de la commune. Ils sont fréquents et colorés. Ils servent aux échanges des produits agricoles, d'élevage, d'artisanat. Mais ils jouent le rôle des points de redistribution de produits manufacturés ainsi que d'approvisionnement de produits agricoles ou d'élevage des villes.

Les recettes communales annuelles sont :

2001 : 5217700 Fbu;

2002 : 4030440 Fbu;

2003 : 4300050Fbu;

2004: 5052650 Fbu;

2005: 6376300 Fbu.

Tableau 9.1: Marchés de la commune

Communes	Localité	Marchés			Jours d'animation
		Aménagés	Non aménagés	Total	
Ndava	Fota centre		x	4	Jeudi
	Nyantore		x		Mardi et vendredi
	Kibimba		x		Jeudi
	Buziracanda		x		dimanche

Source : Administration communale/Ndava

9.1.2. Commercialisation des produits agro-industrie

Les produits agro-industriels commercialisés sont le thé et le café.

9.1.2.1. Commercialisation des feuilles vertes de thé

Les feuilles vertes de thé sont vendues à crédit aux usines de Tora et d'Ijenda selon la zone d'action.

Les théiculteurs acheminent les feuilles vertes cueillies les jours convenus, vers les lieux de collecte (hangars) où les attendent les agents des usines. Après pesée et enregistrement du poids sur des fiches individuelles, les feuilles sont transportées vers les usines de transformation.

Après deux mois, les théiculteurs sont payés à concurrence du poids cumulé enregistré sur les fiches individuelles. Les usines se remboursent les avances en intrants (fumure d'urée et autres ...) qu'elles ont distribué aux théiculteurs.

9.1.2.2. Commercialisation du café

Depuis la libéralisation de la commercialisation du café, de nombreux commerçants interviennent dans l'achat de ce produit auprès des paysans producteurs. C'est ainsi que la SOGESTAL et les commerçants agréés achètent du café dans la province au cours d'une campagne nationale d'achat.

9.2. TRANSPORT ET COMMUNICATION

Les infrastructures de communication constituent un élément fondamental pour la circulation des personnes et des biens.

9.2.1. Réseau routier

La commune souffre d'un retard en équipements et infrastructures de liaison, bloquant ainsi le développement de toute activité économique. Le réseau routier constitue la principale infrastructure de communication dans la commune. La commune compte 17 pistes rurales, d'une distance totale de 176 km en terre latéritique ; leur praticabilité est très médiocre. Il est pratiquement impossible d'accéder à certaines localités de la commune, même en saison sèche. Ces pistes relient la commune à d'autres communes de la province.

Le mauvais état des pistes rurales constitue un facteur qui rend difficile le drainage des produits agricoles, occasionnant par là des pertes énormes.

Ce réseau routier se double d'un lacs dense de sentiers, très utilisés pour les déplacements vers les marchés ruraux.

9.2.2. Les moyens de transport

Le transport est assuré par les véhicules légers (mini bus), des camions pour le transport des marchandises.

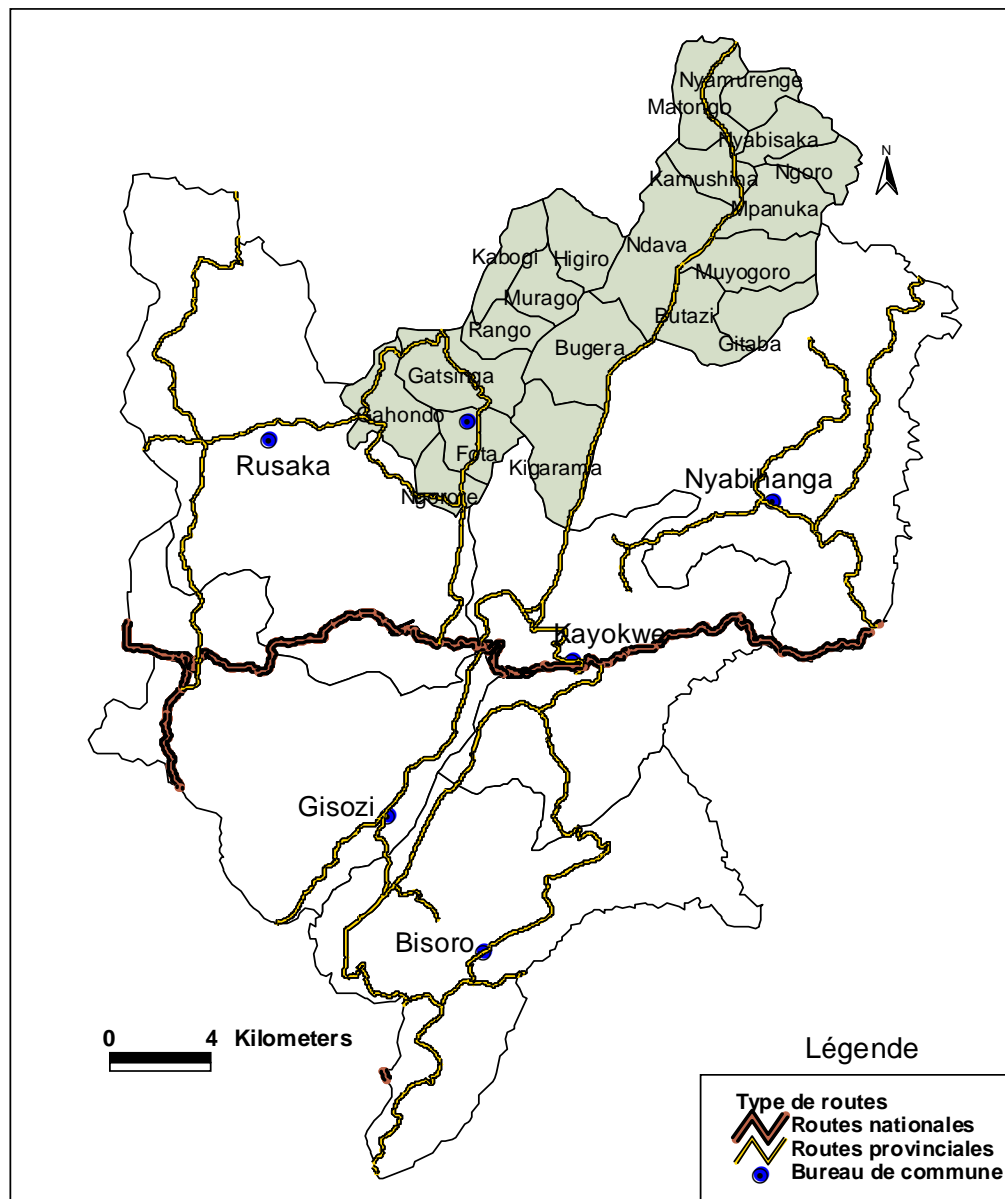
Le transport par bicyclettes (vélos) est très développé dans la commune. Le vélo joue un rôle important comme moyen de transport sur de courtes distances. Il permet le transport rapide des récoltes et de petites quantités de marchandises vers les marchés.

Le relief accidenté et l'état défectueux des pistes rurales ne facilitent pas l'usage du vélo et une grande partie des échanges est assurée par portage. Les femmes transportent les récoltes, les produits à vendre au marché, dans des paniers en équilibre sur leur tête.

Les marchés ruraux de la commune sont à construire pour leur permettre de jouer pleinement leur rôle de commercialisation et de distribution des produits agricoles et d'élevage d'une part et d'approvisionnement des zones rurales en produits manufacturés et artisanaux de première nécessité de l'autre.

En outre, la construction et/ou réhabilitation des routes et pistes rurales pour désenclaver les zones rurales les plus reculées s'avère une nécessité aux fins d'assurer une bonne circulation des biens et des personnes d'un point à un autre du territoire de la province.

Carte n°2 : Réseau routier de la commune



9.3. LES SERVICES

9.3.1. Les institutions financières

Il existe une antenne de l'organisation de micro finances : la COOPEC à Fota. Cette antenne de la COOPEC appuie l'épargne et octroie de petits crédits aux organisations paysannes pour leurs activités génératrices de revenus.

9.3.2. Postes et Télécommunications

Dans la commune de Ndava, il n'existe pas bureau postal de même que les communications téléphoniques. La commune n'est pas aussi couverte par les réseaux de la téléphonie mobile des sociétés TELECEL et ONATEL.

9.3.3. Tourisme

Il n'y a ni sites touristiques ni d'infrastructures hôtelières dans la commune Ndava.

9.3. INTERVENANTS

Les intervenants en communication sont en suffisance mais le domaine du commerce et du transport sont les moins nantis avec la quasi totalité des routes et pistes dans un état de vétusté lamentable.

Tableau 9.2 : Liste des intervenants dans la commune en matière de commerce et services

Organisation	Lieu d'intervention	Bailleurs	Interventions	Bénéficiaires
ABP	Toute la commune	Etat du Burundi	Couverture médiatique des événements remarquables	La population en général
TELECEL	Toute la commune	Privé	Téléphonie mobile	La population en général
ONATEL	Toute la commune	Etat	Téléphonie fixe	Services étatiques et les privés
CRE	Zone Ndava	Union européenne	Réhabilitation de la route Fota-Rusaka	Population en général

Source : administration communale/Ndava/Mars 2006

9.5. CONTRAINTES

Les principales contraintes du commerce, transport et communication sont :

- marchés ruraux existants non construits ;
- mauvais état des pistes rurales ;
- insuffisance de pistes rurales ;
- manque des services de postes et télécommunications.

CHAPITRE X : ACTION SOCIALE

10.1. ACTION SOCIALE

10.1.1. Situation des enfants en difficultés et des orphelins

Les mesures et actions de protection des différentes catégories d'enfants en difficultés ne sont pas perceptibles dans la commune.

On dénombre 162 enfants orphelins de père et de mère dans la commune dont 112 enfants orphelins de guerre, soit 69,13%, 20 enfants orphelins du Sida et 30 enfants orphelins naturels. Le nombre d'enfants orphelins de guerre est le plus élevé, ce qui confirme les conséquences sociales désastreuses de la guerre civile dans le pays.

Dans la zone Ndava, la situation sociale des enfants reste très désastreuse et mérite une attention particulière afin de leur permettre de jouir pleinement de leurs droits.

Le nombre d'enfants chefs de ménage est de 36, celui d'enfants indigents 65 dans la commune. On rencontre aussi des enfants dans la rue au nombre de 4 mais pas d'enfants de la rue.

Tableau 10.1 : Situation des enfants en difficultés et des orphelins dans la commune

Zone	Nombre d'enfants Sinistrés de guerres	Nombre d'enfants dans la rue	Nombre d'enfants orphelins de père et de mère				Nombre d'enfants Chefs de ménage	Nombre d'enfants indigents
			de guerre	du sida	Naturelle	Total		
Buziracanda	38	4	14	133	293	440	136	327
Ndava	138	0	98	45	236	379	125	308
Total Commune	176	4	112	178	529	819	261	635

Source : CDF/CPLS/Ligue ITEKA/Mwaro /Mars 2006

10.1.2. Victimes de violences

Dans la commune, on a recensé 3 fillettes victimes de viols dont 2 ont été prises en charge en 2005.

10.1.3. Veuves, mères célibataires et indigents

Les veuves et mères célibataires recensées connaissent des difficultés de survie.

Tableau 10.2 : Situation des veuves, mères célibataires et des indigents

Zone	Nbre de veufs appuyés			Nbre de veufs à appuyer			Nbre de mères célibataires	Nbre d'indigents		
	H	F	Total	H	F	Total		H	F	Total
Buziracanda	28	30	58	79	39	118	43	93	61	99
Ndava	19	26	45	70	33	103	70	88	69	112
Total Commune	47	56	103	149	72	221	113	181	130	211

Source : CDF/CPLS/ Ligue ITEKA /Mwaro /Mars 2006

- **Veufs**

On compte 221 veufs dans la commune dont 72 veuves (33%). 103 des 221 veufs dont 56 femmes bénéficient de divers appuis.

- **Mères célibataires**

On dénombre 113 mères célibataires dans la commune.

- **Indigents**

211 indigents sont dénombrés dont 130 femmes, soit 62% dans la commune.

10.1.4. Les handicapés

Il n'existe pas de structures dans la commune s'occupant de la réhabilitation sociale qui est un ensemble d'actions faites en faveur des personnes handicapées pour les libérer de leur dépendance sur le plan physique et sur le plan social. Mais la réhabilitation sociale présuppose d'abord la réhabilitation physique, médicale, psycho-sociale et l'enseignement spécialisé.

Le tableau n°18.3 présente les catégories des personnes handicapées selon les causes de l'handicape dans la commune.

La commune compte 103 handicapés physiques dont 53 femmes, soit 51% et 50 hommes (49%).

Les handicapés de naissance sont les plus nombreux. Ils sont estimés à 52 personnes, soit 50,48%.

Tableau 10.3 : Situation des handicapés dans la commune

Causes Handicapés	Viols			Guerre			Violences familiales			De naissance			Accidents			Autres			Total	
	H	F	T	H	F	T	H	F	T	H	F	T	H	F	T	H	F	T	H	F
Total commune	0	0	0	0	0	0	1	4	5	26	26	52	15	16	31	8	7	15	50	53

Source : CDF/CPLS/ Ligue ITEKA / Mwaro/Mars 2006

Il faut signaler que le cas des personnes âgées non assistées un véritable problème social dans la commune.

10.2. REINSERTION ET REINSTALLATION DES SINISTRES

Il existe dans la commune Ndava des populations déplacées pendant la période de guerre dans le pays. La zone Ndava abrite un site de rapatriés et de déplacés situé en colline Nyamurenge. Ce site compte 191 personnes dont 118 femmes et filles.

(cfr. Tableaux 10 .4 et 10.5)

Le site dispose d'une école primaire publique (EP Mpamuka) a cycle complet.

L'association ARD a construit des maisons pour 38 ménages du site. Le projet PRASAB distribue des semences agricoles (cultures vivrières) à tous les ménages du site.

Tableau 10.4 : Effectifs de la population sur sites et sa structure par sexe et par age.

Zones	Nom du site	Nombre de ménages			Structure par âge										Total population	
		Déplacés	Rapatriés Sur sites	Total ménages	0-3 ans		4-9 ans		10-19ans		20-34 ans		35 et plus		M	F
					M	F	M	F	M	F	M	F	M	F		
Ndava	Nyamurenge	42	1	43	4	7	7	11	16	25	40	47	6	28	73	118
Total commune	Nyamurenge	42	1	43	4	7	7	11	16	25	40	47	6	28	73	118

Source : Comité Communal d'Accueil et de Réinsertion des Réfugiés (CCAR) / Ndava/Mars 2006

Tableau 10.5 : Effectifs des rapatriés et des dispersés hors site

Zones	Nombre de ménages										
	Rapatriés					Dispersés					
	Nombre de Famille rapatriées	Nombre de ménages	Nombre de rapatriés			Nombre de Famille abritant les dispersés	Nombre de Famille abritant les rapatriés	Nombre de ménages	Nombre de dispersés		
			H	F	Total				H	F	Total
Buziracanda	2	2	17	14	33	20	20	40	21	16	37
Ndava	5	5	25	22	47	4	4	8	5	4	9
Total commune	7	5	42	36	80	24	24	48	26	20	46

Source : Comité Communal d'Accueil et de Réinsertion des Réfugiés (CCAR) / Ndava/ Mars 2006

10.3. HABITAT

10.3.1 : Caractéristiques de l'habitat

L'habitat est extrêmement dispersé. Il s'atomise en une multitude de groupes de quelques maisons, entourées d'une clôture : c'est le « rugo ». Ces constructions sont noyées dans les bananiers pour la plupart des cas.

Le rugo désigne une concession de plusieurs cases ou bien une case isolée. Ces constructions sont entourées par une enceinte en bois, en bambou, en herbes tressées ou bien en végétal et couverte de chaume.

Le paysan apporte le maximum de soins à sa construction, toit en tôle et murs en briques dans le meilleur des cas. Le grenier « ikigega » flanque toujours la maison.

Les tableaux ci-dessous indiquent la situation des maisons et leur commodité dans la commune.

La crise socio-politique n'a pas épargné la commune. En effet, 1821 maisons ont été détruites. 1045 maisons, soit 57% ont été reconstruites en 2004. Le tableau ci-après donne des informations chiffrées sur les maisons détruites, les maisons reconstruites et les demandeurs.

Tableau 10.6 : Situation de l'habitat en milieu rural

Communes	Nombre de maisons par type de mur						Nombre de maisons par type de toiture						Nombre de maisons par type de pavement					
	Groupé			Dispersé			Groupé			Dispersé			Groupé			Dispersé		
	Briques cuites	Briques adobes	Pisé	Briques cuites	Briques adobes	Pisé	Tôles	Tuiles	Chaume	Tôles	Tuiles	Chaumes	Ciment	Terre battue	Carreau	Ciment	Terre battue	Carreau
Ndava	2	10	107	44	8.795	2.482	35	2	93	1.513	6.114	4.000	-	114	1	610	9.777	117
Total commune	18	122	254	465	36748	18530	98	104	201	8.570	23.885	23.279	95	256	1	4.331	46.087	3.367
Total province	394			55.743			403			55.734			352			55.785		

Source : Administration communale, enquête sur l'habitat rural 2004.

Tableau 10.7 : Commodité de l'habitat en milieu rural

Communes	Nombre de maisons avec électricité				Nombre de maisons raccordées en eau				Nombre de maisons avec toilettes/Latrines					
	Groupé		Dispersé		Groupé		Dispersé		Groupé			Dispersé		
	Electricité	%	Electricité	%	Sans eau	Avec eau	Sans eau	Avec eau	Sans	Intérieur	Extérieur	Sans	Intérieur	Extérieur
Ndava	9	31	40	58	8	2	5.420	3	7	1	110	326	3	9.457
Total province	29	100	69	100	120	8	24.041	4.707	42	11	342	1.047	27	36.284

Source : Administration communale/Ndava/Mars 2006

Tableau 10.8: Besoins en reconstruction de l'habitat rural

Communes	Nombre de maisons détruites	Nombre de maisons reconstruites	Nombre de maisons non encore reconstruites	Demandeurs
Ndava	1821	1045	776	823
Total province	3108	1978	1216	1117

Source : Administration communale/Ndava/Mars 2006

10.3.2. Disponibilité des matériaux locaux de construction

Depuis 1990, le Ministère du Développement Communal contribue à l'exécution de la politique générale de l'habitat par la promotion de la production et l'utilisation de tuiles comme matériaux de couverture et ce, à travers la diffusion d'un type de four pour cuisson dénommé « FOUR-TUNNEL », la formation d'artisans, l'évaluation du potentiel de matières premières et la protection de l'environnement.

La disponibilité de matériaux locaux de construction dans toute la commune est un atout pour la reconstruction.

La commune compte :

- 2 fours tunnels ;
- 3 briqueteries ;
- 3 sites d'extraction de sable ;
- 3 sites d'extraction du gravier ;
- 2 sites d'extraction de moellons ;
- 1 site d'extraction de carrière.

Tableau 10.9: Disponibilité des matériaux locaux de construction

Zone	Localité	Fours tunnels	Briqueteries	Sable	Gravier	Moellons	Carrière
Buziracanda	Nkorore	1	-		1	-	
	Fota	-	-	1	-	-	-
	Gatsinga	-	-	1	-	-	1
	Kabovu	-	-	1	-	-	-
	Kigarama	-	-	1	-	-	-
	Gahondo	-	-	-	-	1	-
	Bugera	-	-	-	-	-	1
Ndava	Muyogoro	-	-		-	-	-
Total commune		1	0	4	1	2	2

Source : Administration communale/Ndava /Mars 2006

10.4. INTERVENANTS

En matière d'action sociale, comme dans les autres communes, à part le CDF, seul le CPLS appui les groupes vulnérables cibles à travers les sous projets présentés par les ASBL ou associations agréées (cfr ci-dessous). Pour l'habitat il n'existe pratiquement pas d'intervenants.

Tableau 10.9: Intervenants dans l'Action sociale et de l'habitat dans la Commune

Organisation	Lieu d'intervention	Bailleurs	Actions/Activités	Bénéficiaires
C.D.F.	Toute la commune	F.A.O.	Semences pomme de terre et maraîchères	Abatwa
MTP	Toute la commune	Etat du Burundi	Aménagement des lotissements	Population en général
R.B.P.	Toute la commune	CPLS	Chèvres et pomme de terre	PVVS
Universit2 de Mwaro	Toute la commune	CPLS	Scolarisation	DEV
Front de croix	Toute la commune	PAM	Nourriture	PVVS

Source : C.D.F.

10.5. CONTRAINTES

- le bois d'œuvre pour la construction diminue progressivement ;
- caractère artisanal de briqueteries ;
- matériaux importés de construction peu accessibles suite au faible pouvoir d'achat de la population ;
- absence de partenaire de la reconstruction.

CHAPITRE XI : SANTE ET APPROVISIONNEMENT EN **EAU**

Le secteur de la santé dans la commune à l'instar de la province est caractérisé par l'insuffisance du personnel soignant, des équipements et des bâtiments et le manque de médicaments.

Il n'y a pas de médecin dans la commune. Pour une population de 53446 habitants, il n'y a que 9 infirmiers, soit 5938 personnes pour 1 infirmier. Ce ratio est beaucoup supérieur à celui de l'OMS qui est de 10.000 personnes pour un (1) infirmier.

La paupérisation qui sévit dans le milieu rural ainsi que l'éloignement des collines par rapport aux Centres de Santé, mettent la grande partie de la population dans une situation difficile pour accéder à des soins de qualité.

11.1. DONNEES EPIDEMIOLOGIQUES

L'impact du climat sur la santé humaine est très important, surtout en saison des pluies, périodes de durs travaux champêtres où l'on assiste à l'éclosion de nombreuses maladies parasitaires. Il n'en reste pas moins évident que les maladies les plus fréquentes sont aussi dues aux mauvaises conditions d'hygiène, d'approvisionnement en eau et par manque d'éducation sanitaire.

Les infections respiratoires aiguës ont contribué la première cause de morbi-mortalité dans cette commune en 2005.

En effet, le paludisme touche toutes les catégories d'âge de la population dans la commune.

11.2. MEDECINE PREVENTIVE (DONNEES SUR LA VACCINATION)

Dans le domaine de la médecine préventive, le Programme Elargi de Vaccination (PEV) qui vise à faire de la vaccination une activité quotidienne des établissements sanitaires dote ces derniers les matériels de vaccination.

Les vaccinations concernent les maladies suivantes :

- la diphtérie ;
- le tétanos ;
- la coqueluche ;
- la tuberculose ;
- la rougeole ;
- la poliomyélite ;
- Haemophilus influenzae de type B ;
- Hépatite virale de type B.

Durant cette année, une grande campagne de vaccination est organisée à travers tout le pays dans le cadre du PEV avec l'appui de l'UNICEF, de l'OMS et d'autres Organismes internationaux, en vue de réduire la morbidité et la mortalité infantile dues aux maladies que l'on peut prévenir par la vaccination.

A partir de 2004, le PEV a introduit deux nouveaux vaccins contre le virus de l'hépatite B et de l'Haemophilus influenzae de type B.

Tableau 11.1: Données sur la vaccination de la commune en 2005

Commune	Nombre de personnes vaccinées contre				
	VAT2-VAT5	BCG	Polio3	DTC Pentavalent	Rougeole
Ndava	1067	1131	4195	3494	1250

Source : DPS/Mwaro/ 2006

11.3. LA PREVENTION CONTRE LE VIH

Il n'y a pas de centre de dépistage du VIH/SIDA à Ndava La situation de cette maladie n'est pas encore maîtrisée dans la commune.

11.4. LA MEDECINE TRADITIONNELLE

La santé humaine est souvent analysée à travers le secteur moderne sans grande considération du secteur traditionnel auquel se confie une grande partie de la population, mais qui, malheureusement échappe aux statistiques.

Les intervenants en médecine traditionnelle dans la province sont les tradithérapeutes et les accoucheuses traditionnelles.

On rencontre les tradithérapeutes dans la zone Buziracanda, les données sur leur eux dans la zone Ndava n'existent pas. On trouve les accoucheuses traditionnelles dans les 2 zones de la commune comme l'indique le tableau n° 14.2.

La commune compte 38 tradithérapeutes connus officiellement dont 7 coopèrent avec les centres de santé et 40 accoucheuses traditionnelles formées ayant reçu des kits, les autres ne sont pas connues.

La médecine traditionnelle joue probablement un rôle important et méconnu. Le recours au guérisseur est particulièrement évident pour les malades habitant loin des centres de santé.

En outre, le prix des médicaments prescrits par l'infirmier ou le médecin est trop élevé pour les bourses paysannes, tandis que le guérisseur se contente de prescrire des racines et des herbes pour un prix symbolique. Ajoutons que les deux formes de soins ne sont pas incompatibles : devant l'échec de la médecine moderne, on s'adresse au secteur traditionnel et vice-versa. La conception traditionnelle de toute maladie comme un sort jeté par un proche explique le recours au guérisseur et à ses pratiques dont les effets sont parfois positifs notamment pour les maladies psychiques.

Tableau 11.2 : Situation de la médecine traditionnelle

Zone	Tradithérapeutes		Accoucheuses traditionnelles			
	Tradi. Connus officiellement	Trad. Ayant des liens avec méd. moderne	Formées avec kit	Formées sans kit	Non formées	Effectif total
Buziracanda	38	7	20	0	0	20
Ndava	-	-	20	0	0	20
Total Commune	38	7	40	0	0	40

Source : DPS /Mwaro/Mars 2006

11.5. SITUATION DES INFRASTRUCTURES SANITAIRES

11.5.1. Etablissements sanitaires

La commune Ndava compte 2 Centres de santé situés dans chacune des 2 zones de la commune : 1 Centre de santé à Fota, en zone Buziracanda 1 Centre de santé à Ndava en zone Ndava.

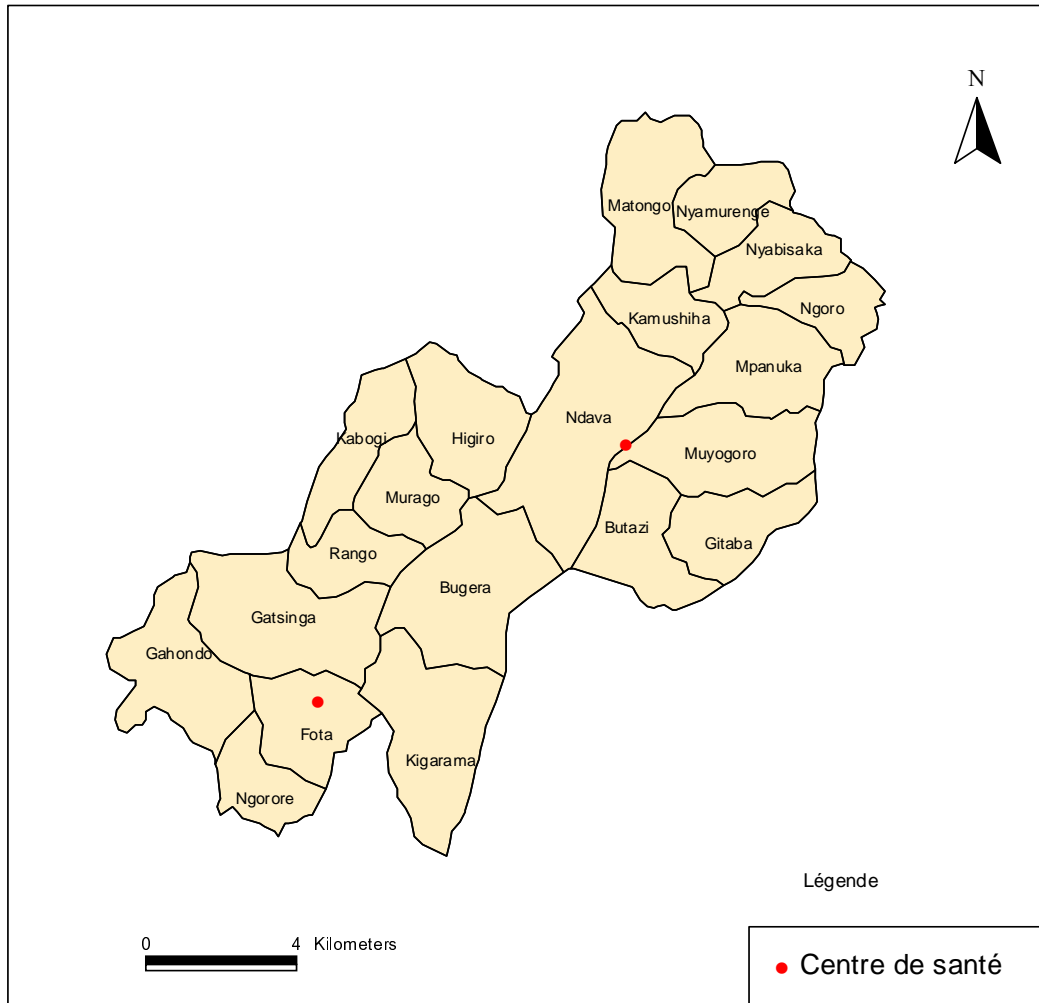
Les 2 Centres de santé desservent les collines de la commune de même que des collines avoisinantes des communes limitrophes.

Les infrastructures sanitaires existantes sont très insuffisantes et la couverture sanitaire de la commune est très faible. Les malades parcourent plus de 5km pour arriver au Centre de santé. Ceci est un facteur de l'augmentation du taux de mortalité dans la commune.

Seul le centre de santé de Fota est approvisionné en eau potable et électrifié. Les bâtiments de ces centres sont en bon état et complets. Mais le Centre de Santé de Ndava nécessite une reconstruction et approvisionnement en eau et une extension pour le Centre de Santé Fota sans oublier la mise en place d'un Centre de Santé à Nyabisaka et à Gatwe et à Buziracanda.

Il n'y a pas de pharmacies dans la commune. L'accès aux médicaments est difficile pour la population de la commune, qui doit parcourir plusieurs kilomètres pour s'approvisionner. L'approvisionnement est plus difficile par manque de la plupart des produits de base. En cas de complication, le malade est évacué à l'hôpital ou au Sanatorium de Kibumbu en commune Kayokwe, hôpitaux de référence de la province Mwaro. Ce qui alourdit les dépenses pour une population rurale déjà démunie.

Carte n°3 : Infrastructures sanitaires



11.5.2. Capacité d'accueil et fréquentation des établissements sanitaires

Le tableau 14.3 présente les consultations, le nombre d'hospitalisés et le nombre de lits par établissement sanitaire et par zone dans la commune.

Les Centres de santé de la commune disposent au total de 64 et ils ont enregistré 22.260 consultations, soit 1855 consultations par mois, 1404 malades hospitalisés au cours de l'année 2005. Le taux de fréquentation est estimé à 42%.

Le Centre de Santé de Fota dispose de 44 lits. Il a enregistré 8928 consultations et 1284 malades hospitalisés au cours de 2005.

Le Centre de santé de Ndava a 20lits pour l'hospitalisation. Il a enregistré 6180 consultations et 120 hospitalisés en 2005.

Tableau 11.3 : Capacité d'accueil et fréquentation des établissements sanitaires

Zone	Collines desservies	Centre de santé		
		Cons./ mois	N.L.	N.H./ mois
Buziracanda		1340	44	107
Ndava		515	20	10
Total Commune		1855	64	117

Source : DPS/Mwaro/ Mars 2006

Cons. : Consultation N.L. : Nombre de lits N.H. : Nombre d'hospitalisation

11.6. RESSOURCES HUMAINES

Le personnel soignant, de la commune est composé de :

- 7 Infirmiers dont 2 femmes; (1 infirmiers A2, 6 infirmiers A3 : 4 hommes et 2 femmes) ;
- 1 Technicien de promotion de santé du niveau A2 ;

Au total 7 agents soignants pour une population de 53.413 habitants. Il n'y a pas de médecin dans la commune.

La répartition de ce personnel à travers la commune laisse apparaître une nette disparité entre les zones.

Le personnel d'appui est composé de 21 personnes dont 9 (6 hommes et 3 femmes) formées sur le tas (aides infirmiers et microscopistes).

11.7. APPROVISIONNEMENT EN EAU

La commune Ndava est assez bien desservie en eau potable. Plus de 80% de sa population utilise l'eau potable. Les infrastructures d'approvisionnement en eau dans la commune sont les sources aménagées et le réseau d'adduction. Mais une grande partie de ces infrastructures ont été détruites pendant la période de crise politique qu'a connu le pays.

11.7.1. Situation d'approvisionnements en eau potable

La commune compte 261 points d'eau pour 10.551 ménages. La zone Buziracanda dispose de 171 points d'eau pour 5460 ménages, la zone Ndava de 113 points d'eau pour 5091 ménages.

Dans la commune aucun ménage n'utilise l'eau des cours d'eau.

Sur les 225 sources aménagées, 112 (50,2 %) sont fonctionnelles.

Il y a 101 sources non aménagées dans la commune. Ces sources constituent une potentialité en matière d'approvisionnement en eau potable.

Le réseau d'adduction d'eau de la commune Ndava, est de 18,5 km. Il est l'un des plus faibles de la province Mwaro. Ce réseau compte 18 bornes fontaines dont 15, soit 83,3% sont en pannes. Le nombre de réservoirs est de 18.

Le réseau d'adduction dessert 12 collines sur les 20 de la commune.

Selon les normes de l'OMS, il faut un point d'eau potable tous les 500 m afin de permettre à la population d'avoir accès facilement à ce service. Dans la commune aucune zone ne répond à ces conditions. Les deux zones ont des normes respectives de 0,16 et 0,19 points d'eau/500 m. La moyenne communale est 0,266 points d'eau/500m.

Il faudrait multiplier réhabiliter tous les points d'eau en panne et aménager de nouveaux afin de couvrir totalement les besoins de la commune en eau potable. (cfr. tableaux 11.4 et 11.5).

Tableau 11.4 : Situation des Infrastructures de l'Approvisionnement en eau

Zones	Sup .	Nbre de ménages	Nombre points d'eau										Nbre total de points d'eau				
			SAF	SANF	SNA	BFF	BFNF	BP	PF	PNF	SCE P	Fonctionnels	Non fonctionnels	Total	Nbre de ménage par points d'eau fonctionnels	Nbre de ménage par points d'eau fonctionnels et non	Nb de points d'eau fonctionnel / 500 m
Buziracanda		5460	69	60	49	2	7	17	0	0	1	88	67	171	32	74	0,1
Ndava		5091	43	53	52	1	8	1	0	0	2	45	61	113	63	37	0,1
Total commune	173,66	10551	112	113	101	3	15	18	0	0	3	133	128	261	27	39	0,26
Total Province	839,60	55177	472	728	434	159	114	201	0	0	14	832	842	1674	30	31	1,66

Source : RCE /Mwaro/Mars2006

Tableau 11.5 : Réseau d'adduction d'eau

Zone	Nombre de bornes fontaines		Nombre de réservoirs	Nombre de collines desservies	Nombre de collines non desservies	Linéaires (km) desservies
	BFF	BFNF				
Buziracanda	0	3	13	4	2	13
Ndava	3	12	5	8	6	5.5
Total Commune	3	15	18	12	8	18.5

Source : RCE/Mwaro/Mars 2006

11.7.2. Mode de gestion et d'entretien des infrastructures d'eau

La gestion des infrastructures d'eau en milieu rural est assurée à travers les Régies communales de l'Eau (RCE) par la Direction Générale de l'Hydraulique Rurale (DGHR). L'entretien courant des installations d'eau étant assuré par les Comités usagers des points d'eau et les fontainiers communaux.

11.8. LES INTERVENANT

Outre l'Etat, des ONGs internationales interviennent dans le secteur santé et d'approvisionnement en eau potable dans la commune Bisoro. Les appuis que ces organisations apportent sont :

- Approvisionnement en médicaments et matériel médico-technique ;
- Renforcement des capacités (formation) du personnel soignant ;
- Appui logistique.
-

Les Agences du Système des Nations Unies, le PNUD intervient dans la lutte contre le VIH/SIDA et le PAM intervient par la distribution de vivres.

La Banque Mondiale intervient dans la lutte contre le VIH/SIDA.

La Coopération Technique Belge (CTB) intervient dans la réhabilitation des Centres de Santé de la commune et dans le renforcement des capacités (formation), du personnel soignant.

11.9. CONTRAINTES, POTENTIALITES ET PERSPECTIVES

Le problème qui est le plus souvent perçu et évoqué par les populations est le manque d'infrastructure sanitaire dans leur milieu. Mais il existe également le problème de la qualité des soins dispensés auxquels les services compétents doivent apporter des solutions. Le problème se pose surtout en milieu rural où l'on note souvent l'insuffisance ou le manque du personnel de santé et des produits de soins. Le plus grand problème de santé qui est à la fois général et préoccupant est celui des maladies engendrant l'hospitalisation selon leur gravité.

Le manque d'équipements sanitaires est un problème crucial dans les établissements sanitaires de la commune.

La satisfaction des besoins de santé est un problème que l'on doit nécessairement placer dans le contexte général du développement ; car le secteur de la santé ne peut pas être appréhendé isolément. Les problèmes de santé dépendent énormément de ceux de l'eau et de l'alimentation. Toute solution apportée aux problèmes de santé doit prendre en compte les autres secteurs de développement pour assurer aux populations bénéficiaires de meilleures conditions de vie.

La commune nécessite un équipement sanitaire adéquat et moderne, un personnel de santé qualifié et suffisant, une politique sanitaire adaptée aux réalités locales : la formation, la sensibilisation et surtout la motivation aussi bien du côté du personnel

soignant que de la population, doivent être intégrées dans les programmes de santé. La promotion des soins préventifs de santé primaire passera par un soutien technique et financier de tous ceux qui participent au bien être de la population de la commune.

La principale contrainte est le manque de financements pour réhabiliter les infrastructures non fonctionnelles et aménager de nouvelles.

La commune dispose de beaucoup de ressources en eau non exploitées : sources d'urgence, aquifères (eaux souterraines) et des cours d'eau. D'après les informations recueillies, il existe 51 sources non aménagées dans la commune. Dès que ces sources seront aménagées, la desserte en eau potable serait 100% dans la commune.

CHAPITRE XII : EDUCATION

12.1. ENSEIGNEMENT FORMEL

12.1.1. Enseignement primaire

L'enseignement primaire dans la commune, est assuré dans 16 écoles primaires publiques de cycle complet avec 97 salles de classes. Ces écoles sont localisées dans les collines de recensement de chacune des 2 zones.

Dans la zone Buziracanda, il y a 9 écoles primaires publiques dans 8 collines de recensement sur 12. Les Quatre (4) collines de cette zone ne disposent pas d'écoles primaires.

La zone Ndava dispose de 7 écoles primaires publiques dans 6 de ses collines sur 17. Onze (11) des ses collines n'ont pas d'écoles primaires.

Sur les 29 collines que compte la commune, 15 n'ont pas d'écoles primaires. La couverture spatiale de l'Enseignement Primaire est estimée à 48%.

L'enseignement primaire compte 11.984 élèves dont 6102 filles, soit 51% et 5882 garçons, soit 49%, au cours de cette année scolaire 2005-2006. (cfr. Tableau 12.1)

La commune compte 239 Enseignants de l'Enseignement primaire dont 128 femmes, soit 53,55%. L'effectif des élèves inscrits en première année est de 4917. Ce effectif a extrêmement augmenté à cause de la politique « **Education pour Tous** » du Gouvernement Burundais, traduite par gratuité de scolarisation des enfants. Cette politique a eu pour conséquence la surcharge des salles de classes avec en moyenne 123 élèves par classe et l'insuffisance de bancs pupitres. Les infrastructures scolaires sont insuffisantes dans la commune pour répondre efficacement à la politique de la gratuité de l'enseignement primaire. Les bancs pupitres sont très insuffisants ; car pour 11.984 élèves, il y a 3603 bancs pupitres. Pour avoir 2 élèves par banc, il faut en plus 2389 bancs pupitres afin d'améliorer les conditions de travail des élèves et Enseignants pour répondre à la scolarisation universelle. Le manque de manuels scolaires reste un problème criant dans la commune.

Tableau 12.1. : Nombre et capacités d'accueil des écoles primaires

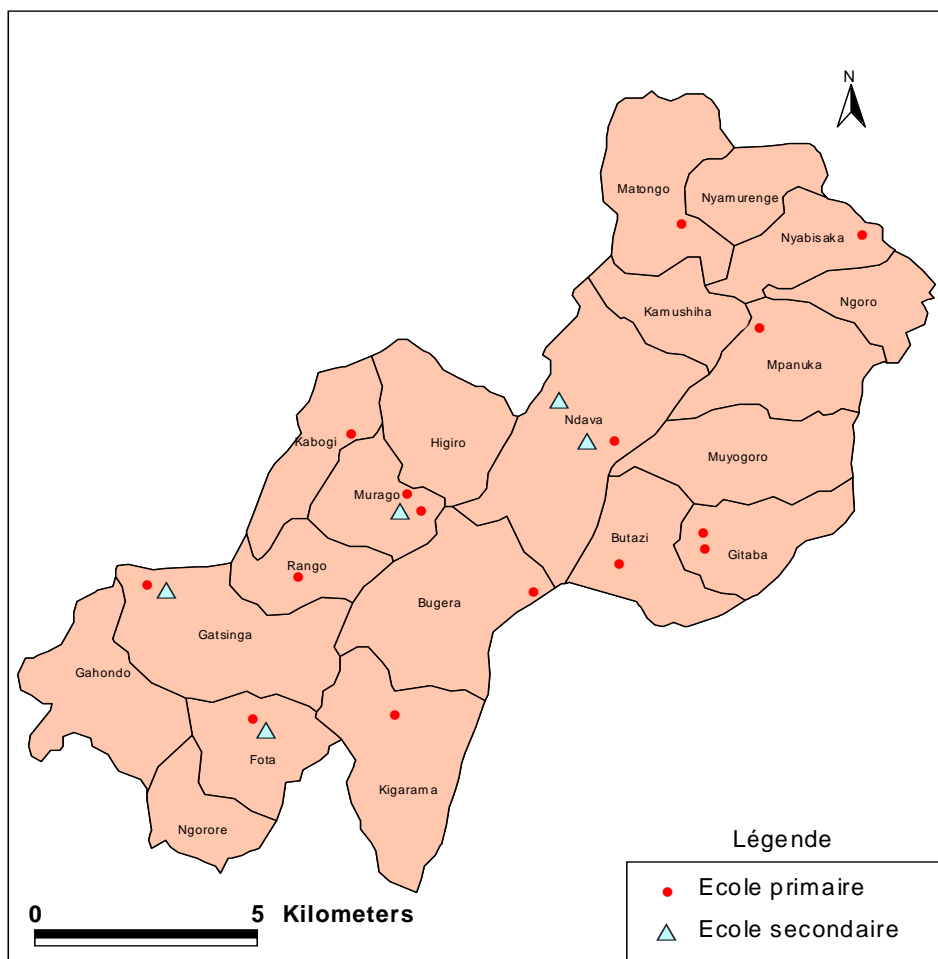
Année scolaire : 2005-2006

Etablissements Zones	Primaire										
	Nbre d'écoles		Nbre de salles	Nbre bancs pupitres	Effectif des élèves			Effectif des élèves inscrits en première année	Effectif des Ens.	Ratios	
	Total	CC			G	F	T			Elèves/Salle	Elèves/Ens.
Buziracanda	9	9	56	1275	3554	3715	7269	1959	150	130	48
Ndava	7	7	41	1013	2328	2387	4715	2958	89	115	53
Total Commune	16	16	97	3603	5882	6102	11.984	4917	239	123	50

Source : DPE/Mwaro/Mars 2006

CC : Cycle Complet

Carte n° 4 : Infrastructures scolaires 2005-2006



12.1.2. Enseignement secondaire général

L'Enseignement Secondaire Général est assuré dans la commune dans 5 Collèges Communaux Publics dont un (1) est sous convention à Kibimba. Ces établissements dont quatre à cycle complet et 1 à cycle incomplet, sont répartis comme suit :

- zone Buziracanda: 1 collège communal à Buziracanda, 1 collège communal à Fota et 1 collège communal à Nyagunzu (C.I.);
- zone Ndava : 1 collège communal à Ndava, et 1 collège communal (ENAC) à Kibimba.

Dans ces établissements, on compte 35 salles de classe, 2046 élèves dont 976 filles soit 48% et 46 Enseignants dont 8 femmes (17%) comme l'indiquent les tableaux n°15.2 et 15.3.

Tableau 12.2 : Nombre et capacités d'accueil des écoles secondaires

Année scolaire : 2005-2006

Etablissements Zones	Secondaire								
	Nbre d'écoles		Nbre de salles	Effectif des élèves			Effectif des Ens.	Ratios	
	Total	CC		G	F	T		Elèves/ Salle	Elèves/ Ens
Buziracanda	3	2	17	498	525	1023	14	60	73
Ndava	2	2	18	572	451	1023	32	57	32
Total Commune	5	4	35	1070	976	2046	46	58	44

Source : DPE/Mwaro/Mars 2006

CC : Cycle Complet

Tableau 12.3: Situation du personnel enseignement dans la province par sexe

Zones	Ecoles primaires			Ecoles secondaires		
	H	F	Total	H	F	Total
Buziracanda	59	91	150	14	0	14
Ndava	52	37	89	24	8	32
Total Commune	111	128	239	38	8	46

Source : DPE/Mwaro/Mars 2006

Il n'existe d'établissement ni d'enseignement secondaire technique ni d'enseignement supérieur dans la commune.

12.2. ENSEIGNEMENT INFORMEL

12.2.1. Les écoles Yaga Mukama

Il y a 5 écoles Yaga Mukama dans la commune avec 11 salles de cours, 1048 élèves dont 529 Filles (50,47%) pour 11 Enseignants.

La formation dispensée dans les écoles Yaga Mukama vise au-delà de l'acquisition des connaissances et des valeurs chrétiennes, la transmission de connaissances de base par l'alphabétisation et la connaissance du milieu rural afin de leur permettre de mieux s'intégrer dans leur communauté.

12.2.2. Les centres d'alphabétisation

Il y a 10 centres d'alphabétisation dans la commune dont 5 dans la zone Buziracanda et 5 dans Ndava, avec 21 Enseignants dont 7 femmes. Le nombre des apprenants n'est pas connu.

Les thèmes traités dans les séances d'alphabétisation sont relatifs à la vie quotidienne et en rapport avec l'agriculture et l'élevage modernes, la nutrition, l'habitat décent, la santé, l'hygiène, le planning familial, les métiers, l'épargne.

Les caractéristiques de l'alphabétisation et de l'éducation des adultes sont :

- la pénurie d'animateurs alphabétiseurs ;
- l'absentéisme des auditeurs le manque de suivi.

L'animation des centres d'alphabétisation est assurée par des volontaires dont les prestations sont bénévoles.

12.2.3. Les Ecoles de Métiers

Il n'existe pas d'écoles de Métiers dans la commune.

12.3 INTERVENANTS

Outre l'Etat, d'autres partenaires apportent divers appui au secteur dans la commune. Il s'agit de :

- Banque Mondiale à travers l'ONG Twitezimbere dans la construction des bâtiments scolaires et le renforcement des capacités de Enseignants ;
- Union Européenne à travers le PREBU dans la construction des bâtiments scolaires et la fourniture des équipements mobiliers ;
- UNICEF dans la production des manuels, appui en fournitures aux élèves et réhabilitation des bâtiments scolaires.
- PNUD dans la construction des bâtiments scolaires et la fourniture des équipements mobiliers.

12.4 CONTRAINTES

12.4.1. Contraintes

Les principales contraintes de l'éducation dans la commune sont l'insuffisance des infrastructures scolaires, des équipements, de matériels didactiques et d'Enseignants et le mauvais état de certains bâtiments scolaires.

CHAPITRE XIII : JEUNESSE, SPORT ET CULTURE

13.1. ENCADREMENT DES JEUNES

La population de la commune est majoritairement jeune. Dans la commune, il existe un Centre Jeune (service public) à Fota qui encadre 250 jeunes dont 59 filles.

13.2. SPORT

On distingue différents types de sports pratiqués dans la commune : le football, le volley-ball et le basket-ball. On y rencontre des terrains de football, de basket-ball et de volley-ball, notamment dans les collèges communaux.

Il existe des associations et clubs sportifs dans les zones de la commune qui pratiquent les types de sport suscités.

13.3. CULTURE

La culture englobe l'ensemble des éléments qui, au cours du temps, ont façonné l'identité d'un peuple ou d'une communauté. Il s'agit notamment des éléments suivants : la langue, les croyances, les mœurs, les connaissances techniques, les fondements de l'organisation sociale, le patrimoine oral et physique dont les expressions musicales, folkloriques et artistiques etc....

La commune détient ses propres danses folkloriques qui sont :

- « Amayaya » ;
- « ibicuba » poésie d'élevage des bovins ;
- « Akazehe » poésie coutumière ;
- « Amazima y'ubuhuzi » poésie valorisante.

La commune dispose d'un centre d'animation culturel à Ndava centre.

13.4. INTERVENANTS

Tableau 13.1 : Liste des intervenants

Organisation	Lieu d'intervention	Bailleurs	Actions/Activités	Bénéficiaires
CPLS	Toute la province	Banque Mondiale	Encadrement des centres jeunes	La jeunesse de Mwaro
Ministère de la Jeunesse et Sport	Toute la province	L'Etat	Encadrement en général	La jeunesse de Mwaro
Collectif des associations sportives de Mwaro	Toute la province	CPLS, et autres âmes de bonne foi	Encadrement en général	La jeunesse de Mwaro

Source : Cabinet du Gouverneur Mwaro/Mars 2006

13.5. CONTRAINTES

La principale contrainte est liée à la faiblesse organisationnelle des jeunes qui fait que ces derniers ne puissent pas encore se prendre en charge par eux-mêmes.

En effet, la majorité des autres organisations de jeunes sont nées dans le contexte de la crise qui perdure depuis 1993 et pour certaines d'entre elles, l'impact de la crise se fait remarquer au niveau de leur organisation et de leur fonctionnement.

Les autres contraintes sont liées à :

- manque ou insuffisance de la concertation et de la collaboration entre les associations ;
- manque ou inefficacité des structures d'appui à l'insertion économique des jeunes ;
- manque d'encadrement lié à la modicité des moyens consacrés au secteur de la jeunesse, au regard de l'immensité des besoins ;
- manque d'encadrement sportif bien organisé et diversifié devrait occuper une place importante et servir d'espace d'échange et partant de paix entre la population sortant de la guerre.

CHAPITRE XIV : JUSTICE

14.1. SERVICES JUDICIAIRES

Il existe un (1) Tribunal de Résidence à Ndava, seul service judiciaire dans la commune, dirigé par un (1) Président du Tribunal. Les infrastructures de ce Tribunal sont des locaux propres et locaux empruntés qui sont actuellement en très mauvais état.

L'équipement du Tribunal est composé de 3 machines à écrire, 5 tables, 2 étagères, 8 chaises, 10 bancs et autres petits outils de travail. Cet équipement d'après le Président du Tribunal, est très insuffisant.

Concernant la performance du Tribunal, le nombre de dossiers à traiter au cours de l'année 2005 était de 268 dont 158 dossiers restant l'année précédente.

Le nombre de dossiers jugés et clôturés qui est de 96, soit 37% des dossiers à traiter.

Des 96 dossiers jugés et clôturés, 27 dossiers ont été exécutés, soit 28%.

La performance du Tribunal n'est pas bonne.

14.2. JUSTICE GRACIEUSE

Dans la commune, la justice gracieuse est rendue par 1488 notables et les élus collinaires dont 1089 dans la zone Buziracanda et 399 dans Ndava.

Elle est rendue d'une façon impartiale. Les litiges jugés sont des litiges civils.

Les sentences rendues sont généralement de la manière foncière. La relation entre de continuité entre la justice gracieuse et la justice moderne existe ; mais pas toujours. Le Tribunal de Résidence se réfère aux jugements rendus par la justice coutumière dans les parables de dons, de succession et « Igiseke ». Le Tribunal exige des procès-verbaux de jugement en matière de divorce, uniquement dans les affaires civiles familiales.

14.3. CONTRAINTES

Les contraintes sont de diverses natures ; entre autre on peut citer :

- lenteur caractérisée de la justice due à la complexité des procédures à suivre ;
- complexité des dossiers relatifs aux conflits liés aux terres, à la succession et à l'application du Code des personnes et de la famille ;
- personnel non qualifié ;
- manque de formation spécialisée pour certains domaines ;
- conditions de travail très précaires ;
- manque de moyens de transport ;
- délabrement et vétusté des locaux ;
- insuffisance de matériel d'usage, équipement, etc ...

CHAPITRE XV : PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT

SECTEURS	ATOUTS	CONTRAINTES	STRATEGIES/ACTIONS A MENER
Agriculture	<ul style="list-style-type: none"> - Gamme varié des spéculations agricole - Main d'œuvre abondante et laborieuse - Faible densité de la population engendrant des espaces libres - Demande en produits agricoles élevée - La sécurité est garantie 	<ul style="list-style-type: none"> - Exiguïté des terres - Manque de semence améliorés - Manque d'intrants agricoles - Encadrement non motivé - Maladies des cultures industrielles - Conjoncture des prix de culture industrielles défavorable 	<ul style="list-style-type: none"> - Varier les spéculations en orientant la recherche vers les cultures oléagineuses - Créer un centre semencier - Doter l'agronome communal d'un moyen de déplacement et d'autres matériels de travail - Recruter les moniteurs/assistants agricoles pour toutes les collines de la commune - Former/recycler l'agronome communal - Promouvoir l'octroi facile des crédits agricoles - Organiser les agriculteurs en coopératives autour des productions
Elevage	<ul style="list-style-type: none"> - Climat favorable à l'élevage 	<ul style="list-style-type: none"> - Manque de pâturages - Infrastructure d'appui non fonctionnelle - Manque d'encadrement 	<ul style="list-style-type: none"> - Relancer l'encadrement - Réhabiliter les infrastructures d'élevage - Promouvoir les cultures fourragères - Vulgariser et multiplier les pharmacies vétérinaires
Pisciculture	<ul style="list-style-type: none"> - Implanter dans la province, un service technique chargé de la pisciculture ; - Promouvoir les initiatives individuelles en matière de pisciculture ; - former les paysans en les techniques piscicoles ; - produire les alevins appropriés pour l'empeisonnement ; - promouvoir le micro crédit pour les pisciculteurs. 		

SECTEURS	ATOUPS	CONTRAINTEs	STRATEGIES/ACTIONS A MENER
Forêt	- Existence des espaces libres à reboiser	<ul style="list-style-type: none"> - La faible capacité institutionnelle en matière de gestion et d'aménagement des forêts ainsi que la défaillance au niveau de la coordination intersectorielle - Manque de personnel d'encadrement - Manque de matériel et de financement <ul style="list-style-type: none"> - Non disponibilité des semences pur les pépinières - Déboisement incontrôlé - Feux de brousse 	<ul style="list-style-type: none"> - Formation en rapport avec la gestion des forêt - Mise en place des pépinières communautaires - Disponibiliser les semences - Sensibiliser la population à éviter les feux de brousse en leur montrant les inconvénients des feux de brousse - Mise en place d'un système participatif de surveillance des boisements
Géologie, Mines, Minerais et Carrières	- Existence des minerais non encore exploités	- Les gisements n'ont pas été identifiés	- Etude géologique pour identifié la richesse minérale de la commune et éventuellement identifier les différents gisements de la commune
Habitat	<ul style="list-style-type: none"> - Les matériaux locaux de construction sont disponibles - Présence des briqueteries, tuileries et forgeron 	<ul style="list-style-type: none"> - Habitat dispersé - Clôture en matériaux non durables (bambous, bois, herbes, chaîne) 	<ul style="list-style-type: none"> - Promouvoir l'habitat encourageant la population de Ndava à se débarrasser des maisons en paille - Soutenir financièrement les briqueteries et les tuileries - Exploitation libre des matériaux locaux de construction

SECTEURS	ATOUS	CONTRAINTES	STRATEGIES/ACTIONS A MENER
Approvisionnement	- Présence de beaucoup de sources d'eau	- Manque de financement pour réhabiliter les infrastructures non fonctionnelles	- Rechercher les financements pour réhabilitation des sources endommagées et en aménager d'autres - Sensibilisation de la population à la bonne gestion des points d'eau - Redynamiser les RCE (Régie Communal d'eau)
Energie	- Présence de rivières qui peuvent servir de barrage électrique	- Pas d'électricité en milieu rural - Recettes communales limitées	- Chercher des fonds pour la mise en place d'un petit barrage hydroélectrique qui sera source d'énergie sur la Kaniga et la Ruvyironza
Coopérative	- Toutes les cultures se pratiquent dans la commune : culture vivrière, culture maraîchères, culture de rente	- Pas de coopérative dans la commune	- Créer de coopératives pour la production et la commercialisation de produits de culture - Maraîchères constituer une banque des données sur les coopératives
Association d'Auto-Développement	- Présence d'associations d'auto-développement = 52 - Présence d'organe d'appui : ONGS ou projets de développement - Population très laborieuse, terres fertiles	- Interventionnisme de l'administration	- Création de coopératives - Redynamiser les associations - Constituer une banque de données sur les associations d'auto-développement - Assurer une large sensibilisation à l'épargne et au crédit

SECTEURS	ATOUPS	CONTRAINTEs	STRATEGIES/ACTIONS A MENER
Industrie	- Présence de culture de rente et culture maraîchère pouvant faire objet de transformation	- Aucune unité de transformation n'est présente dans la commune Ndava	- Implanter une unité de transformation du thé et du café
Artisanat	- Présence de divers ateliers artisanaux, menuiserie, briqueterie, tuilerie, forgerie, maçonnerie. - Les matières premières sont en abondance	- Manque d'un cadre institutionnel solide et stable soutenu par les textes législatifs et réglementaires appropriés - Manque d'encadrement - Les artisans n'ont aucune qualification - Manque de financement - Pas de micro-crédit pour les artisans, pas de marché pour les produits artisanaux à cause de la concurrence avec les produits industrielles	- Doter les artisans d'encadreurs qualifiés - Améliorer le système d'approvisionnement des matières premières éparpillées à travers tout le pays - Octroi de micro-crédit aux artisans - Chercher les marchés pour les produits artisanaux.

SECTEURS	ATOUTS	CONTRAINTES	STRATEGIES/ACTIONS A MENER
Santé	<ul style="list-style-type: none"> - Existence des terrains domaniaux pour la construction de nouveaux centres de santé - La DPS MWARO Contrôle les activités et les coordonnées dans les centres de santé de Ndava 	<ul style="list-style-type: none"> - Manque d'infrastructure sanitaire - Personnel de santé qualifié insuffisant - Manque d'équipement sanitaire - Problème d'eau surtout en zone Ndava 	<ul style="list-style-type: none"> - Doter de la commune un personnel de santé qualifié et du matériel de santé adéquat et suffisant - Sensibilisation de la population à l'hygiène et la prévention de certaines maladies épidermiques et endémiques - Encourager les organismes de financement oeuvrant dans le secteur santé de soutenir ce secteur dans la commune Ndava
Education	<ul style="list-style-type: none"> - Présence d'organisme aident ce secteur : ONGs Twitezimbere, PREBU, UNICEF, AFVP - Présence des terres domaniales où construire de nouveau - Infrastructures 	<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance des infrastructures scolaires, insuffisance des équipements, de matériels didactiques - Insuffisance d'enseignants qualifiés - Mauvais état de certaines infrastructures 	<ul style="list-style-type: none"> - Créer des écoles primaires dans les collines qui n'en ont pas - Créer d'autres collèges communaux - Construire des bâtiments - Réhabiliter les bâtiments scolaire en mauvais état - Recruter des enseignants - Equiper les établissements scolaires - Construire des latrines dans les écoles <ul style="list-style-type: none"> - Approvisionner les établissements scolaire en eau potable
Jeunesse Sport et Culture	<ul style="list-style-type: none"> - Tous les types de sports sont pratiqués dans la commune et des terrains adéquats - Existence d'association et clubs sportifs dans les zones de la commune - Existence d'un centre de jeune 	<ul style="list-style-type: none"> - Manque de collaboration entre les associations - Manque ou inefficacité des structures d'appui à l'insertion économique des jeunes - Manque d'encadrement aux clubs sportifs 	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcer l'encadrement de la jeunesse par les activités génératrices de revenu - Renforcer le dispositif juridique pour lutter plus efficacement contre les abus des adultes délinquants, criminels à l'endroit des jeunes - Former les jeunes à l'entreprenariat - Promouvoir les activités culturelles à travers les clubs de jeunes

SECTEURS	ATOUTS	CONTRAINTES	STRATEGIES/ACTIONS A MENER
Justice	<ul style="list-style-type: none"> - Présence d'un tribunal de résidence 	<ul style="list-style-type: none"> - Lenteur des services judiciaires - Personnel non qualifié - Condition de travail très précaire - Manque de moyen de transport et de communication - Locaux en mauvais état - Insuffisance de matériel d'usage équipement 	<ul style="list-style-type: none"> - Allouer un budget conséquent au secteur de la justice - Réhabiliter les infrastructures en mauvais état et construire de nouvelles - Accorder un salaire encourageant pour freiner les défection des cadres compétents - Traduire les textes de loi en Kirundi et veiller à leur diffusion
Action Sociale	<ul style="list-style-type: none"> - Un grand nombre de personnes à assister - Présence des CDF, CPLS et la Ligue Iteka pour appuyer ce secteur 	<ul style="list-style-type: none"> - Pas de structure pour assister aux personnes handicapées, veuves, les orphelins etc... 	<ul style="list-style-type: none"> - Mettre en place d'une structure pouvant assister aux personnes en difficultés sociales
Transport et Communication	<ul style="list-style-type: none"> - Existence de 10 pistes ruraux 	<ul style="list-style-type: none"> - Les pistes sont mauvais état - Insuffisance du parc automobile - Pas de bureau postal ni fax, ni téléphone 	<ul style="list-style-type: none"> - Réhabiliter les routes en mauvais état - Installer les service de poste et télécommunication

CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

La commune Ndava est limitée au Nord par la commune Rutegama et commune Kiganda, au Sud par commune Kayokwe, à l'Est par Commune Nyabihanga, à l'Ouest par la commune Rusaka.

Elle s'étend sur une superficie 173,66 km², soit 20% de la superficie de la province Mwaro et 0,62% de celle du pays.

Son chef-lieu est Fota, également chef-lieu de la zone Buziracanda, situé à 8 km à l'Est de Mwaro, chef-lieu de la province.

Sa population est estimée à 53446 habitants en 2005, soit 21,58% de la population la province Mwaro et 0,70% de celle du pays.

Sa densité de 308 habitants /km² se compte parmi les plus élevées du pays.

La commune Ndava s'étend sur deux régions naturelles : Mugamba et Kirimiro. Le climat de la commune est de type tropical « humide et tempéré par l'altitude » dans la partie des hauts plateaux. Il est rude dans le Mugamba et plus doux dans le Kirimiro. Les précipitations moyennes annuelles sont de 1200 – 2000mm avec une température moyenne annuelle de 14°C-20°C.

Sur le plan administratif, la commune comprend 2 zones, à savoir : Buziracanda et Ndava. Ces zones sont subdivisées à leur tour en 20 collines de recensement.

Sur le plan agricole, la commune produit une gamme variée de vivriers, dont les productions ont évolué en dents de scie ces cinq dernières.

Beaucoup d'efforts restent à fournir au niveau des élevages bovins de type traditionnel, mais surtout au niveau des élevages à cycle court, seule source de développement rapide des protéines d'origine animale.

La commune jouit des certaines potentialités, relevées ci-haut, qui constituent un ensemble d'atouts à son développement socio-économique.

Malgré ces performances apparentes, l'élan de développement semble s'arrêter à cause de plusieurs contraintes auxquelles se butte la commune. Parmi ces obstacles on peut retenir, entre autres : la dégradation des routes et d'autres moyens de communication ; le manque des moyens de transport, l'insuffisance de l'énergie électrique des pièces de rechange, et de carburant ; l'absence de crédit et des intrants agricoles; la dégradation de beaucoup d'autres infrastructures de base dans tous les secteurs de l'économie communale.

A cet effet, les potentialités disponibles ne peuvent profiter à la population que dans la mesure où ces contraintes citées ci-haut étaient supprimées. Pour y parvenir et opérer de changements dans la vie économique de la commune. Il faudra entreprendre quelques actions dont les principales sont :

1. Assurer la distribution des intrants agricoles, vétérinaires aux agri-éleveurs à temps et aux prix rémunérateurs ;
2. Favoriser l'octroi de crédits aux associations et groupements des producteurs en allégeant les conditions d'octroi et celles de remboursement ;
3. Réhabiliter et renforcer les centres semenciers et les infrastructures zoo-sanitaires existants, mais abandonnés ;

4. Encourager le personnel d'encadrement de tous les secteurs en leur assurant des salaires décentes et en les motivant par l'amélioration des conditions de travail ;
5. Réhabiliter et renforcer les infrastructures de base ;
6. Appuyer l'organisation des coopératives et associations paysannes ;
7. Initier un programme de reboisement dans les zones menacées par les érosions, la déforestation massive à cause de l'utilisation de bois de chauffe et de charbon de bois ;
8. Associer à l'action de développement agricole, pastorale et forestier, une amélioration et renforcement des structures d'autres secteurs tels que l'énergie, l'éducation, les transports et tant d'autres qui ont un impact dans le bien-être matériel et social de la population.

Les perspectives de développement de cette commune doivent se baser sur l'agriculture.

La stratégie agricole sera orientée vers l'intensification de la production des cultures vivrières et de l'élevage pour atteindre l'autosuffisance alimentaire et au besoin de constituer des réserves stratégiques à long terme et vers le reboisement dans certaines parties de la communes.

Les cultures tels que le thé et l'ananas devront également être encouragés pour permettre l'installation des agro-industries et de générer des emplois.

BIBLIOGRAPHIE

1. PNUD : La pauvreté au Burundi : le poids de la disparité 1998.
2. PAS : Cadre stratégique intérimaire de lutte contre la pauvreté au Burundi ; document synthèse sur le diagnostic des conditions de vie et de pauvreté 2001.
3. Ministère de l'action sociale et de la promotion de la femme : Politique sectorielle du ministère 2002-2004, 2002.
4. ISTEEBU : Information du système d'information statistique sur la population au Burundi.
5. PNUD/PRRSLP : Plan opérationnel intégré de réintégration/réhabilitation des sinistrés et de lutte contre la pauvreté 2006.
6. Ministère de l'intérieur et de la sécurité publique : Découpage administratif du Burundi 2005.
7. Banque Mondiale : Enquête participative sur la pauvreté au Burundi 1998.
8. Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage : Rapport de réflexion sur le crédit agricole au Burundi 1998.
9. Gouvernement de la République du Burundi : Programme d'urgence 2006.
10. PAS : Evaluation des initiatives à la base 2000.
11. PAS : Evaluation des politiques et plans d'actions du secteur de la santé et des services connexes.
12. MISP/Département de la population : Estimation de la population burundaise par sexe et par groupes d'âge quinquennaux selon les circonscriptions administratives (provinces et communes 2005).
13. ISTEEBU : Base de données pour les indicateurs du développement humain durable 1990-2000, mai 2002.
14. PAS : Evaluation et mise à jour des politiques et plans d'actions sectoriels de réduction de la pauvreté : Volet Agriculture et Développement du monde rural 2000.
15. PAS : Evaluation des politiques et plans d'actions de réinsertion et de réinstallation des sinistrés 2000.
16. PAS : Evaluation et mise à jour des politiques et plans d'actions sectoriels de réduction de la pauvreté : Volet Education et services connexes 2000.
17. Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité Publique ; Rép. du Burundi- IFES-USAID- Bujumbura- Janvier 2005 : Découpage Administratif du Burundi.
18. DPAA/Mwaro: Rapport annuel 1995.
19. MISP/PDCLCP : Plan triennal de développement socio-économique de la province de Mwaro (2001-2003) ; août 2000.
20. HCR
21. Ministère de la Planification du Développement et de la Reconstruction : Population Burundaise de 1990 à 2003 : Estimation Projet BDI/99/P04-Appui à l'Elaboration et la mise en Oeuvre de la Politique Nationale de Population.
22. Ministère de la Planification du Développement et de Reconstruction : appui à la prise en compte des questions de Population dans les Programmes de développement : Population Burundaise en 2003.
23. OCIBU- Rép. du Burundi : Rapports Annuels 2001 ; 2002 ; 2003 ; 2004 ; 2005.
24. OTB- Rép. du Burundi : Rapports Annuels 2001 ; 2002 ; 2003 ; 2004 ; 2005.
25. COGERCO- Rép. du Burundi : Rapports Annuels 2001 ; 2002 ; 2003 ; 2004 ; 2005.
26. SOGESTAL : Rapports Annuels 2003 ; 2004 ; 2005.

ANNEXES

ATELIER PROVINCIAL DE VALIDATION DES MONOGRAPHIES COMMUNALES ET PROVINCIALE DE LA PROVINCE MWARO

Mwaro, le 17 août 2006

PROCES VERBAL

L'an deux mille six, le jeudi, dix-septième jour du mois d'août, se sont réunis autour du Gouverneur de la province Mwaro, tous les responsables sectoriels provinciaux dont la liste est en annexe, tous les administrateurs communaux, l'antenne provinciale du Plan à Mwaro et une équipe du Programme d'Appui à la Gouvernance, Sous Programme Planification Locale, pour procéder à la restitution et à la validation technique des projets de monographies communales et provinciale.

Cette validation est intervenue deux semaines après la remise des documents provisoires aux participants pour lecture et correction.

Une journée de travail regroupant chaque sectoriel provincial et ses agents communaux a précédé la présente session de validation officielle.

Après présentation des corrections, amendements aux textes initiaux et enrichissements apportés par les différents responsables sectoriels et administrateurs, les participants à l'atelier provincial de validation ont adopté le fond et la forme des documents présentés.

Les documents validés sont :

1. La monographie de la commune Bisoro
2. La monographie de la commune Gisozi
3. La monographie de la commune Kayokwe
4. La monographie de la commune Ndava
5. La monographie de la commune Nyabihanga
6. La monographie de la commune Rusaka
7. La monographie de la province Mwaro

Fait à Mwaro, le 17 août 2006

L'Antenne provinciale
du Plan

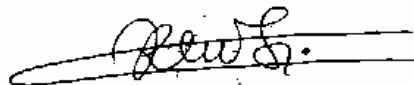
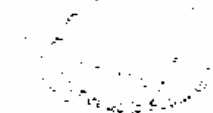

HABONAYO Ernest

VNU Spécialiste représentant le SPPL


ESSOTINA Tchaghaou

Le Gouverneur de la Province

Madame NDAYISHIMIYE Rénilde

**LISTE DES RESPONSABLES PROVINCIAUX DES SERVICES AYANT PARTICIPE
A LA VALIDATION DES MONOGRAPHIES COMMUNALES ET PROVINCIALE
DE MWARO**

N°	Nom et Prénoms	Fonction	Secteur analysé	Signature
1	NDAYISHIMIYE Rénilde	Gouverneur	Toutes les monographies	
2	GAIJUNGU Christophe	Conseiller Socio-culturel du Gouverneur	Jeunesse, Sport et Culture	
3	NDARUZANIYE André	Conseiller Principal du Gouverneur	Habitat	
4	NIJEMBAZI Bernard	Conseiller Economique du Gouverneur	Transport	
5	NDIHOKUBWAYO Eric	Directeur Hôpital Kibumbu	Santé	
6	NGENDAKUMANA Jérôme	Chef Antenne Urbanisme	Habitat	
7	HUREGE Godeberthe	Chef Pers. DPAA	Démographie	
8	BARANKANIRA Pancrace	Coordonnateur Provincial des Métiers	Industrie et Artisanat	
9	NDIKURIYO Sylvie	Responsable CDF	Action Sociale	
10	BIZIMUNGU Epitace	Chef Service Prod. Végétale DPAA	Agriculture	
11	NIRAGIRA Déo	Magistrat TGI	Justice	
12	NTEMAKO Gilbert	DPAA	Elevage	
13	NTAHIMPERA Révérien	Coordonnateur Provincial des Régies Communales de l'eau	Eau	
14	NTIKANDAGUZA Cyriaque	Responsable REGIDESO	Eau et Energie	
15	NTIRUMERA Eméry	ABP	Communication	
16	NDAYIZEYE Ernest	Inspecteur des Finances Communales	Commerce et Services	
17	BIGIRIMANA Liboire	DPP	Education	
18	NDONSE Sylvestre	Inspecteur Provincial des Forêts	Forêts	
19	MUHIZI Godefroid	Responsable Provincial Pisciculture	Pêche et Pisciculture	
20	HABONAYO Ernest	APP	Description Physique	